

**a. badiou, h. jancovici,
d. menetrey, e. terray**

**contribution
au problème
de la
construction
d'un parti
marxiste-
léniniste
de type
nouveau**

A. Badiou, H. Jancovici,
D. Menctrey, E. Terray

Contribution au problème
de la construction d'un parti
marxiste-léniniste de type nouveau

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé - 5^e
PARIS
1969

Introduction

« Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire. »

MAO TSÉ-TOUNG.

Les textes qui constituent la présente brochure ont été écrits par des militants du P.S.U. lors de la préparation et de la réunion du 6^e Congrès de ce Parti. Ce sont donc des textes liés à une conjoncture déterminée, et à une conjoncture intérieure à une organisation déterminée. Il nous a semblé cependant qu'il pouvait être intéressant de les diffuser après cette conjoncture et au-delà des frontières de cette organisation ; en effet, à l'occasion d'une bataille politique localisée, ils tentent d'apporter des éléments de réponse à la question décisive qui est aujourd'hui posée aux militants révolutionnaires : comment construire ou reconstruire un grand parti prolétarien capable d'être l'avant-garde de la révolution socialiste en France ?

Nous estimons en premier lieu qu'un tel parti ne saurait être qu'un parti marxiste-léniniste : il devra fonder son action sur les principes du marxisme-léninisme et s'efforcer d'appliquer la pensée de Marx, de Lénine et de Mao Tsé-toung aux conditions concrètes de la révolution française. Il devra combattre le révisionnisme et le réformisme sous toutes leurs formes ; il devra lutter également contre tous les courants extérieurs au marxisme, qui, du fait de la faillite politique du révisionnisme, retrouvent aujourd'hui une nouvelle jeunesse. Il devra de donner des formes léninistes d'organisation et mettre en œuvre en son sein la règle du centralisme démocratique.

Nous pensons en second lieu que, dans l'état de délabrement généralisé où se trouve le mouvement ouvrier français, il est possible de travailler à la construction de ce parti marxiste-léniniste sur des terrains très nombreux et très divers. On peut bien entendu contribuer à cette construction en militant au sein d'une organisation marxiste-léniniste déclarée. Mais le développement de ces organisations et leurs liens avec la classe ouvrière et les masses populaires de ce pays ne sont pas encore tels

qu'elles puissent prétendre au monopole du marxisme-léninisme en France et à la direction effective des luttes révolutionnaires. En fait le rayonnement de la révolution chinoise déborde largement leurs frontières, et elles sont bien loin d'avoir rassemblé en leur sein la totalité des militants qui sont ou qui cherchent à devenir des militants marxistes-léninistes.

Nous pensons donc que la lutte pour la construction d'un parti marxiste-léniniste peut et doit être menée dans toutes les organisations qui, à l'heure actuelle, représentent ou influencent ce qui sera la base de classe de ce futur parti : classe ouvrière, paysannerie pauvre, et ceux des employés et des travailleurs intellectuels qui sont résolus à se placer sur les positions de la classe ouvrière. Parmi ces organisations figurent au premier rang les organisations syndicales : la C.G.T., la C.F.D.T., et, à un degré moindre et d'une autre façon, la F.E.N. ; mais aussi les organisations politiques : le P.C.F. et le P.S.U. On peut discuter longtemps de l'importance relative de ces différents terrains de lutte. Deux critères essentiels doivent être ici retenus : 1) Quelle est la base sociale de l'organisation considérée ? 2) Quelles sont, pour chaque organisation, les possibilités d'y développer une lutte interne effective ?

En ce qui concerne le P.S.U., sur seize mille militants, il compte environ deux mille ouvriers (cf. annexe) ; il dispose par ailleurs d'une influence non négligeable sur une partie des travailleurs qui sur le plan syndical adhèrent à la C.F.D.T. ou en suivent les mots d'ordre. D'autre part, le P.S.U. est actuellement pourvu d'une organisation libérale héritée de la social-démocratie, et la discussion politique peut y être poursuivie sans entraves. Enfin de nombreux militants du P.S.U. — plus de 40 % — y ont adhéré depuis Mai 1968 et sont encore relativement disponibles. Qu'on nous entende bien : nous ne surestimons pas l'importance de ces facteurs, et nous sommes loin de penser que le P.S.U. puisse constituer le noyau du parti que nous voulons construire ; mais nous estimons que, dans la conjoncture présente, il constitue pour les marxistes-léninistes un secteur de lutte probablement mineur, mais qui ne doit pas être pour autant déserté.

Ce que nous disons du P.S.U., nous le dirions pour d'autres raisons de toutes les organisations que nous avons énumérées : chacune d'entre elles constitue un front qu'à l'heure actuelle il serait prématuré d'abandonner. Les militants marxistes-léninistes qui font partie de ces organisations doivent donc engager la lutte interne, et ne pas les quitter avant que celle-ci se soit avérée définitivement impossible. Cette tactique pluraliste pose un difficile problème : celui de la direction et de l'unification des actions. Parmi les tâches urgentes que la conjoncture propose à tous les militants marxistes-léninistes — qu'ils appartiennent à des organisations marxistes-léninistes déclarées ou qu'ils combattent dans d'autres secteurs — il y a l'édification de structures communes assez souples pour permettre la confrontation des expériences et la coordination des luttes. Nous souhaitons quant à nous qu'une large discussion soit rapidement ouverte sur ce problème, dont la résolution permettrait à notre avis d'accélérer sensiblement le développement du courant marxiste-léniniste en France.

Document d'orientation (Janvier 1969)

PREAMBULE

Ce texte d'orientation est d'abord une autocritique : il ne s'agit absolument pas de dire au parti, ou à sa direction : vous vous êtes toujours trompé, et nous avons eu toujours raison. Non, ceux qui ont écrit le texte l'ont d'abord écrit *contre eux-mêmes*, contre ce qu'ils avaient longtemps pensé et fait.

Ajoutons qu'il s'agit de militants disciplinés, qui ont toujours, et particulièrement pendant le mouvement de masse de Mai, appliqué et diffusé la politique du P.S.U., quand bien même ils commençaient déjà à la désapprouver.

D'où vient donc le changement, apparemment si rapide, de ces militants ? D'où vient leur volonté de se transformer et de transformer la politique du parti ? Tout simplement de cet éducateur essentiel de tout militant, surtout quand il est d'origine petite-bourgeoise : les masses populaires.

Mai 1968 a d'abord été pour nous une formidable leçon. Nous nous sommes sentis réveillés, contestés, par l'immense colère collective du peuple. L'ampleur des exigences idéologiques que nous formulons, la violence des critiques, ne sont que les reflets de la puissance révolutionnaire des masses, telle que nous l'avons enfin expérimentée. De ces critiques, on ne perdra jamais de vue que nous sommes les objets autant que les auteurs ; et que les transformations que nous demandons visent aussi bien à *nous* transformer.

Après Mai, rien n'est plus, ni ne doit être « comme avant » : c'est ce qu'ici, après bien d'autres, nous essayons de dire.

I. QU'EST-CE QUE LE P.S.U. ?

A) *Éléments d'une histoire*

Comme toute organisation politique, le P.S.U. ne s'est développé qu'à travers d'âpres luttes internes. Comprendre sa forme actuelle, c'est d'abord retrouver la continuité de ces luttes, et leur signification de classe. Naturellement, nous n'avons

pas l'intention de faire ici ce travail. Ce serait à coup sûr le signe positif d'une conversion idéologique du parti que sa capacité à produire un document sérieux sur sa propre histoire. Il y trouverait certainement les éléments d'une auto-critique approfondie.

Schématiquement, on peut dire que nos conflits des années 1959-1967 ont en apparence, et en apparence seulement, conduit à l'élimination des factions les plus éloignées, idéologiquement, du socialisme scientifique.

Tout d'abord, un certain nombre de ceux qui, à l'ombre de Mendès-France, s'étaient introduits dans le P.S.U., mais qui étaient totalement étrangers au socialisme, ont rapidement quitté la scène. Beaucoup d'entre eux parquent maintenant à la F.G.D.S., et y représentent sans vergogne le « sang nouveau ». Comprenons : une partie de la petite bourgeoisie progressiste, idéologiquement asservie aux intentions et intérêts de cette faction de la bourgeoisie nationale que les formes politiques actuelles entravent et rebutent, gagnée qu'elle est à l'Europe, aux mérites du Plan capitaliste, et à une stratégie d'intégration du mouvement ouvrier.

Mendès-France lui-même, démasqué par les masses en Mai 1968 après quelques fausses manœuvres, nous a heureusement quittés.

Ensuite, les éléments sociaux-démocrates « classiques », du type Savary-Verdier, nostalgiques de Blum et de la tradition française du socialisme humaniste, furent isolés, battus, et abandonnés à leur tour. Eux aussi, en règle générale, se sont agglutinés autour de la Fédération, où ils voient (avec raison) la seule grande organisation politique de la petite bourgeoisie.

Le conflit principal dont le P.S.U. fut le théâtre concerna en fait l'orientation opportuniste du groupe Popere. Conglomérat disparate, ce groupe versa d'abord, à propos du problème de l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, dans un opportuniste gauchiste. Mais, selon une logique maintes fois analysée par Lénine, il se démasqua rapidement comme opportuniste de droite, en prônant une stratégie vulgaire d'alliance sans principe avec les organisations « de gauche », puis en se ralliant à la F.G.D.S. Dominé par le bureaucratisme, incapable d'inventer une autre perspective politique que l'entente « frontiste » entre états-majors révisionnistes et sociaux-démocrates, ce groupe représentait, au sein même du P.S.U., l'activité dissolvante et liquidatrice des appareils discrédités contre lesquels notre parti s'était constitué.

Parallèlement, des groupuscules gauchistes ultra-sectaires avaient cru pouvoir pratiquer dans le P.S.A., puis le P.S.U., un « entrisme » fructueux. Ce fut notamment le cas, un moment, des trotskystes du groupe Lambert. Actifs, mais mal répartis, et tactiquement incapables, ils ne parvinrent pas à s'imposer, et se replièrent assez vite.

Enfin, par une opération probablement unique dans l'histoire des partis socialistes, une fausse manœuvre de la direction du P.S.U., qui avait surmonté les précédents obstacles, entraîna sa chute et sa dispersion.

Cette direction était en fait largement coupée de la base. Elle écrivait l'Histoire dans les coulisses du *Nouvel Observateur*, et avait été progressivement gagnée au défaitisme opportuniste

et électoraliste du groupe Popperen. Elle était consciente — c'était sa seule lucidité — de ce que la base de classe du P.S.U. astreignait le parti à une perpétuelle fascination pour les regroupements petits-bourgeois (la fameuse « gauche non-communiste »), pour peu qu'ils se teignent d'un vocabulaire moderniste. Aussi s'imaginait-elle qu'elle pourrait forcer la main aux militants, et les entraîner dans l'opération F.G.D.S.

Or les « chefs historiques » du P.S.U., Martinet, S. Mallet, Beregovoy, Longeot, Bourdet, etc. s'étaient progressivement désaisés de leurs tâches d'organisation et de direction effective, au profit du secrétaire à l'organisation et de son équipe. Sans doute ces leaders étaient-ils persuadés, dans la logique même du subjectivisme petit-bourgeois, que l'effet du prestige personnel et de la notoriété journalistique suffisait à garantir leur pouvoir. Toujours est-il qu'ils n'avaient aucune prise sérieuse sur l'embryon d'appareil du P.S.U. Ils engagèrent ainsi dans les pires conditions le combat du congrès de 1967. Ils y furent écrasés sans rémission, et leur chute n'entraîna même aucune déperdition substantielle de la masse militante du P.S.U.

La nouvelle direction, cautionnée en outre par le prestige symbolique de celui qui avait arbitré les querelles de factions, et représentait assez bien l'orientation provinciale et le patriotisme du parti, E. Depreux, mit provisoirement un terme aux conflits les plus violents.

B) Raisons d'un immobilisme

En fait, cette révolution de palais n'avait pas la signification radicale qu'on aurait pu lui prêter.

On se gardera en effet de croire que le processus, rapidement décrit ci-dessus, résultait d'une volonté ferme, de la part d'une tendance organisée, de s'emparer du pouvoir dans le parti pour y mener une politique réellement socialiste.

L'actuelle direction de notre parti est en effet, nul ne l'ignore, très composite.

A droite, on trouve à nouveau des éléments de la petite bourgeoisie progressiste, sous l'hégémonie idéologique d'un capitalisme « national » planificateur. Ces éléments concourent leur heure de gloire au moment du Colloque de Grenoble, et dans la stratégie réformiste dite du Contre-Plan. Le fétichisme de l'Etat et du sérieux gestionnaire; la surestimation de la compétence politique des syndicats; une conception étroitement économiste des problèmes politiques; enfin un « régionalisme » d'inspiration proudhonienne, caractérisent en gros ce courant.

A gauche, on trouve un certain nombre de marxistes dont la sincérité et la continuité militante ne sauraient être mises en doute. Mais ces marxistes, comme nous-mêmes, subissent largement l'influence de l'idéologie humaniste bourgeoise. Capables de mener à bien d'intéressantes analyses de conjoncture (comme par exemple les articles de J.-M. Vincent), ils n'ont pas su, ou pu, proposer au parti une stratégie révolutionnaire cohérente, ni par conséquent rompre avec l'opportunisme tactique de l'aile droite.

Souvent, les marxistes du P.S.U. ont ce tour d'esprit éroné, résidu d'idéalisme utopique, qui consiste à chercher (vainement) un « modèle » révolutionnaire applicable « aux pays

industriels développés », au lieu d'organiser concrètement la lutte des classes, et de ne pas prétendre bloquer dans des formules l'initiative créatrice des masses.

Tous ces marxistes ont bien conscience du reniement révisionniste des dirigeants soviétiques. Mais bien peu semblent avoir placé au centre de leur démarche politique cette référence capitale qu'est la pratique et la théorie de la révolution chinoise. Sur ce point, Mai 1968 devrait ouvrir leurs yeux, comme il a ouvert les nôtres : si l'on ramène à trois les expériences historiques du mouvement communiste mondial, on doit bien constater que l'U.R.S.S. a pratiquement condamné le mouvement de masse de Mai, en dénonçant sans relâche les « aventuriers gauchistes »; que Cuba est restée totalement muette, reproduisant, sans aucun commentaire, les dépêches des agences de presse occidentales. Ce faisant, Castro et son équipe restaient fidèles à une politique extérieure opportuniste, dont un bizarre gaullisme est une pièce essentielle. Seule la Chine a entièrement appuyé le mouvement, dès les toutes premières initiatives étudiantes; seule elle a concrétisé, par de puissantes manifestations populaires, sa solidarité révolutionnaire. Elle l'a fait sans sectarisme, sans dénoncer ni privilégier aucune des tendances révolutionnaires du moment. Cependant, il semble qu'un anti-stalinisme abstrait — conséquence, peut-être, d'une certaine lecture de Trotsky — interdise à nombre de marxistes du P.S.U. de comprendre la véritable portée anti-bureaucratique de la révolution culturelle. Il faudra bien un jour prendre acte de cette évidence : quoi qu'on pense de tel ou tel aspect secondaire de la politique maoïste, la Chine est bien objectivement la « base rouge » de la révolution mondiale. Sans elle, l'hégémonie bicéphale de l'U.R.S.S. révisionniste et de l'impérialisme américain est pour une longue période historique, quels que soient le courage et l'obstination des révolutionnaires, inévitable.

Au centre du parti enfin, des éléments opportunistes et habiles « gèrent » le P.S.U. comme une entreprise dont le développement seul importe, et se définissent en toute circonstance par leur hostilité bureaucratique tant à l'égard du P.C. qu'à l'égard de la F.G.D.S. Ces éléments, comme d'ailleurs presque tous les cadres du parti, sans nous en excepter, ont manié avec la même allégresse l'éclectisme réformiste des « programmes » et des « plans » en 1967, et la logomachie hyper-révolutionnaire en Mai 1968.

L'équilibre de la droite, du centre et de la gauche n'est conservé que si l'on esquive tous les problèmes idéologiques proprement dits. Le *silence idéologique* du P.S.U. (compensé par un intarissable bavardage tactique et descriptif) n'est pas une carence facilement réparable : c'est, dans l'état actuel des choses, une nécessité impérieuse de survie.

Finalement, tout se passe comme si les épurations successives au sein du P.S.U. n'avaient pas d'autre centre de gravité possible que l'adoption d'une orientation marxiste claire; et comme si néanmoins ce centre de gravité était précisément et nécessairement *absent*. Le fait remarquable, essentiel, est en effet que la direction actuelle juxtapose des courants à peu près identiques à ceux qui furent précédemment éliminés (modernisme bourgeois; opportunisme bureaucratique; social-démo-

cratie ; marxisme gauchiste et humaniste). Le parti, si l'on peut dire, s'épure sans bouger.

Il est donc essentiel de comprendre pourquoi, théâtre d'un processus objectif tendant à le placer sur les positions idéologiques, théoriques et politiques, de la classe ouvrière, le P.S.U. est hors d'état de parachever ce processus, et demeure une organisation à laquelle s'appliquent incontestablement les critères léninistes permettant de reconnaître un style de travail petit bourgeois : 1) éclectisme doctrinal. 2) faiblesse de l'organisation. 3) incapacité à s'implanter durablement dans la classe ouvrière.

Nous développerons ici deux raisons principales de cet état de chose : la base de classe du parti ; sa situation idéologique.

C) La base de classe du P.S.U.

En un sens étroit, la base de classe d'une organisation peut se définir par l'origine-de-classe de ses militants. De ce point de vue, une enquête, même superficielle, montre que notre parti est massivement un parti petit-bourgeois, un parti d'enseignants, d'employés, de cadres et d'étudiants. Rappelons qu'un sondage de 1962 faisait apparaître qu'étudiants et enseignants formaient à peu près 28 % des effectifs du parti ; les cadres, techniciens et professions libérales, 17 % ; les employés : 19 %. L'ensemble est très largement majoritaire. Il est bien davantage encore au niveau des instances dirigeantes du parti. Rien ne laisse prévoir un changement substantiel de ces données, surtout avec l'énorme afflux étudiant de ces derniers mois.

Le P.S.U. représente en fait assez bien le point-de-vue d'une fraction particulière de la petite-bourgeoisie : celle des fonctionnaires (ou futurs fonctionnaires) moyens, voire des hauts fonctionnaires, dont l'aigreur à l'égard de la dictature bourgeoise tient moins à l'exploitation dont elle serait victime, qu'à la place humiliante qu'elle occupe, à ses propres yeux, dans l'appareil idéologique et répressif de l'Etat.

Aussi bien la naissance, dans nombre de pays, de petites organisations socialistes dissidentes qui — fait nouveau — parviennent à durer, est-elle sans doute liée à l'extension des compétences de l'Etat bourgeois, dans la phase du capitalisme monopoliste ; à l'avènement corrélatif d'un « fonctionariat de masse » ; à la croissance considérable des effectifs scolarisés et du nombre des enseignants.

Généralement l'objet d'un dressage long et complexe dans les Ecoles, Facultés et autres appareils idéologiques de la bourgeoisie, nos militants et plus encore nos cadres, en retirent l'impression diffuse d'une supériorité intellectuelle politiquement inemployée. Ils s'attribuent ce que l'on pourrait appeler une « compétence critique ». Au regard de ces privilèges, la place que veut bien leur accorder le système paraît évidemment marginale, secondaire. Or le gaullisme, système bonapartiste, repose sur une alliance directe du capitalisme monopoliste d'Etat et de la petite bourgeoisie rurale, voire des masses inorganisées dans les villes. Il ne donne guère sa chance à la petite bourgeoisie « éduquée » dans l'appareil politique de l'Etat. Il a donc aggravé la distorsion et l'aigreur.

C'est ainsi que la contradiction principale, au tout début

du mois de Mai (elle s'est ensuite déplacée), n'était pas entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais bien entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie urbaine. Les appareils scolaires, lieux traditionnels des espérances sociales de cette dernière, étaient très naturellement l'enjeu de la lutte. Le P.S.U. s'est donc trouvé à l'aise dans cette affaire, plus facilement que les organisations prolétariennes : la classe ouvrière, exclue par définition des espoirs d'ascension sociale liés à l'Université, ne pouvait être au départ qu'une force d'appui ; et plus facilement même que les organisations réformistes classiques, où la « piétaille » petite-bourgeoise (instituteurs, postiers, employés municipaux, petits cultivateurs, etc.) est plus nombreuse, et également moins sensible aux avatars du monde étudiant. On ne perdra pas de vue dans la suite que la qualité indiscutable des réflexes politiques du P.S.U. face à la révolte étudiante fut moins l'effet d'une sûreté de jugement, que celui d'une complicité sociale. C'est le résultat heureux, mais circonstanciel, d'une base de classe dont l'étroitesse demeure, elle, une faiblesse durable.

En un sens plus étendu, la base de classe peut représenter les classes sociales en direction desquelles le parti travaille, celles où il trouve son écho politique principal. On n'aura pas de peine à montrer que jusqu'au mois de Mai, l'essentiel de la pratique du parti était tourné, non pas du tout vers la classe ouvrière, mais vers la petite bourgeoisie, y compris cette fois les paysans petits-producteurs auprès desquels nous avons rencontré, notamment dans l'Ouest, un écho non négligeable. C'est à ces groupes sociaux que nous proposons des « retouches » (en leur faveur) du V^e Plan gaulliste, ou les grandes manœuvres d'un Front Socialiste dont l'idéologie dominante impliquait que l'on soumette les organisations politiques à l'inévitable économicisme des syndicats.

Qu'on nous comprenne bien : il est absolument nécessaire, pour tout parti marxiste-léniniste, d'organiser aussi la révolte de ces couches « moyennes », durement opprimées par la bourgeoisie monopoliste d'une part, par ses serviteurs objectifs d'autre part : petits patrons sous-traitants, paysans riches, cadres supérieurs, parasites de l'appareil d'Etat, etc. Mais cette organisation consiste en fait à leur montrer qu'ils sont par eux-mêmes démunis devant la force du système social et les sirènes idéologiques de la bourgeoisie ; à leur expliquer la fonction directrice du prolétariat ; à les rallier à la théorie et à la pratique marxistes-léninistes.

La tempête de Mai a surabondamment montré que certains cadres, certains techniciens, une partie des professions dites libérales, etc. se révoltaient contre le système capitaliste. Ils y ont été aidés, de ce point de vue, par la violence étudiante : pour la plupart anciens étudiants, ils se sont sentis solidaires de cette violence. Mais si le déclenchement de la révolte s'enracinait dans l'exemple étudiant, son organisation, sa durée, et plus encore son orientation politique révolutionnaire, étaient inconcevables hors de la poussée ouvrière.

Le mouvement de Mai a montré avec éclat que la « révolte des cadres » comme celle des employés étaient subordonnées, quant à leur force, leur unité, leur prolongement, leurs objectifs, à la combativité de la classe ouvrière proprement dite.

De la même façon, on a pu constater que, contrairement à bien des idées répandues par notre parti, ce sont de jeunes ouvriers souvent peu qualifiés, ou déqualifiés par leur poste de travail, et plus souvent encore non syndiqués, qui, dans les grandes entreprises, ont lancé la grève, et non les cadres ou les petits responsables syndicaux, sur l'éducation politique desquels on se faisait mille illusions.

Bref, le P.S.U. a méconnu la nécessaire *subordination* (dans une perspective révolutionnaire) des « couches moyennes » aux travailleurs immédiatement engagés dans le procès de production.

C'est que, par une singulière distorsion, notre parti s'est constamment efforcé, non pas d'éduquer, mais de *flatter* ces couches sociales, en laissant croire et en répétant qu'elles étaient l'axe véritable d'un « renouveau socialiste ». Certaines des interventions de S. Mallet — par ailleurs judicieuses — sur la « révolution paysanne », la confusion entretenue sur les couches nouvelles de techniciens, de cadres et d'employés : autant de thèmes par quoi le P.S.U. ne faisait que produire l'idéologie de sa propre base de classe, et contribuait à affaiblir la capacité révolutionnaire du prolétariat.

Et sans doute s'adressait-on aussi, parfois en termes grandiloquents, à la classe ouvrière : c'était pour y distinguer là encore les « nouvelles couches », opposer (comme tentent toujours de le faire les patrons) le technicien averti à l'O.S. de l'ancien régime, tenter de gagner à la bonne cause, prioritairement dans les faits, sinon dans les discours, les cadres des entreprises « avancées ». La « ligne ouvrière » du P.S.U. était en réalité une ligne bourgeoise, qui sélectionnait dans le prolétariat les éléments les plus exposés à la contamination par le réformisme « moderne », et avançait force arguments pseudo-théoriques pour faire de ces éléments le moteur prétendu de la « nouvelle » révolution socialiste. Ces flatteries sans principe adressées à l'aristocratie ouvrière sont un des aspects les plus négatifs du travail idéologique du parti.

Il y avait bien sûr quelques éléments ouvriers au P.S.U. : dans une hypothèse optimiste, entre 10 et 15 %. Mais il faut bien constater qu'ils subissaient la dictature idéologique et politique de l'énorme majorité petite-bourgeoise et bourgeoise à tous les niveaux, de la section à la direction nationale.

Le P.S.U. se targue, à juste titre, d'avoir répudié dans ses rangs l'avancement « à l'ancienneté ». Mais a-t-il substitué à cette règle stérilisante une authentique démocratie de masse ? Nullement. L'accès à des postes de responsabilité, fédéraux ou nationaux, se fait chez nous selon deux critères aussi efficaces que clandestins : tout d'abord, celui du temps disponible, ce qui donne d'emblée l'avantage aux enseignants, aux étudiants, aux chercheurs ; ensuite, celui de la capacité rhétorique et du prestige « technique », ce qui redouble purement et simplement cet avantage.

A supposer même que la base sociale du parti ait autorisé le respect de la règle léniniste des 4/5 d'ouvriers, cette règle n'aurait eu aucun effet idéologique déterminant, tant que les normes internes du prestige politique seraient restées les mêmes. Ces normes sont en fait de purs reflets de l'universalisme bourgeois, que notre parti se donne maintenant les gants de fustiger ; elles valorisent de surcroît la « compétence » économique et financière, le règne des « experts », confirmant à leurs postes de

direction les hauts fonctionnaires les plus perméables, sur le plan idéologique, à l'économisme bourgeois.

Ajoutons enfin que les éléments ouvriers du P.S.U. sont, pour bon nombre d'entre eux, sélectionnés « à rebours » puisque leur adhésion est très souvent motivée par l'idéologie bourgeoise du christianisme social, et confirmée par leur appartenance à une centrale syndicale dont cette idéologie demeure, jusqu'à preuve du contraire, le ciment. Cette question, pudiquement masquée dans toutes nos discussions, ne saurait rester plus longtemps dans l'ombre.

D) *Quelques aspects de la situation idéologique du P.S.U.*

Soyons d'emblée très clairs : nier qu'un ouvrier chrétien puisse être, parce que chrétien, un révolutionnaire, serait du sectarisme stupide. Rompu aux mouvements de masse, progressivement lié à une ferme orientation politique marxiste, un ouvrier chrétien peut de toute évidence être un élément de très grande valeur dans la prise en main de la lutte des classes. Nous avons tous connu, pendant le mois de Mai, de très remarquables militants d'entreprise C.F.D.T., que leur vigueur et leur sens de la démocratie de masse plaçaient bien au-dessus de certains petits pontes C.G.T. au comportement mécanique.

Disons très nettement aussi que les priorités actuelles ne passent certainement pas par le combat anti-religieux. C'est dans la pratique de la lutte révolutionnaire des masses que le processus de liquidation de la mentalité religieuse s'engagera, pour tous ceux qui y sont encore asservis. On ne critique donc ici aucun *militant*.

Toute autre est la question des appareils et de l'idéologie objective qu'ils véhiculent. Considérer tel ou tel cadre national ou local de la C.F.D.T. (et tels sont souvent les ouvriers du parti) comme un *élément de pointe* de la classe ouvrière, comme un dirigeant prédestiné du futur parti révolutionnaire, est pour le moins aventureux. Là encore, renversant les termes, notre parti transforme d'éventuels et précieux alliés, dont la lutte commune, sous la direction idéologique du marxisme, doit révolutionner la vision du monde, en guides et modèles de cette lutte. Il contribue ainsi à placer la classe ouvrière sous l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise.

Idéologiquement en effet, le christianisme social, *même dans ses variantes les plus radicales*, même à l'enseigne du socialisme, est et demeure une machine de guerre de la classe dirigeante en plein cœur du mouvement ouvrier.

Que ce socialisme chrétien soit contesté ici et là par les éléments les plus réactionnaires de la hiérarchie catholique ne traduit que des contradictions *secondaires* dans les classes dirigeantes elles-mêmes. Donnons un exemple : En Amérique Latine, la contradiction principale oppose bourgeoisie et petite bourgeoisie d'une part, prolétariat et paysans pauvres d'autre part. Il n'en reste pas moins vrai que le groupe dirigeant est déchiré par une lutte de classe aiguë : cette lutte oppose d'une part l'alliance oligarchique de la bourgeoisie compradore et des propriétaires fonciers, d'autre part une fraction de la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie urbaine et rurale. Cette deuxième contradiction peut fort bien conduire une partie du bas-clergé,

représentant traditionnel de la petite bourgeoisie rurale, à s'enflammer pour l'aventurisme guerillero. Cet état de chose ne fait nullement du clergé le représentant authentique du prolétariat ou de paysans pauvres. Il risque même de retarder l'implantation dans les masses du marxisme-léninisme et de sa conception stratégique : la guerre populaire, très différente d'une certaine idée petite-bourgeoise de la guérilla.

De la même façon, ce qui caractérise en France le révolutionnarisme chrétien, c'est l'absence d'une vision claire quant au problème de l'Etat et de sa destruction violente par le soulèvement des masses. Le résultat le plus net est que la conception stratégique de cette idéologie reste étroitement confinée dans les thèmes inefficaces de la « lutte dans l'entreprise », des « multiples pouvoirs » à saisir, et de la lente « éducation économique » des travailleurs. Le socialisme chrétien oscille inévitablement entre la tentation de la collaboration de classe, et un anarchisme autogestionnaire aussi violent que passager.

Sans doute, ayant à travailler en direction des masses ouvrières, l'idéologie chrétienne-sociale est-elle soumise à des contraintes et à des contradictions, si elle veut durablement s'implanter. Aussi se vêtira-t-elle volontiers d'oripeaux marxisants. Mais sous ces déguisements, on reconnaît toujours, en dernière instance, et dans les longs entractes de la violence tactique, une stratégie de collaboration de classe. Les thèmes officiels de la C.F.D.T. échappent mal aisément à cette règle : la recherche de la « reconnaissance » du syndicat dans l'entreprise, c'est aussi bien, et la pratique constante des syndicats-vendus des U.S.A., et le grand dessein de M. Bloch-Lainé, porte-parole « éclairé » du capitalisme d'Etat ; un syndicat révolutionnaire n'a pas à être « reconnu », n'a pas à être un interlocuteur officiel du patronat : il doit organiser et conduire la lutte de classes dans l'entreprise, et ne devoir son maintien qu'au rapport de forces favorable qu'il a su créer ; un tel syndicat est l'instrument, dans l'entreprise, de la guerre permanente des ouvriers contre le patron, non l'organisateur de la paix sociale et des réformes rationnelles. La seule question politique à poser à un syndicat est : quelle est votre idéologie réelle, celle qui cimente votre pratique ? L'idéologie, bourgeoise, du trade-unionisme, accomodée éventuellement à la sauce des « réformes de structure » ? ou l'idéologie, prolétarienne, du renversement violent de la dictature bourgeoise ? Toute réponse en termes de « troisième voie » revient à capituler, à plus ou moins long terme, devant la ligne bourgeoise, quelle que soit l'éloquente subtilité des arguments.

Autre thème : l'autogestion. Elle n'est, et ne peut être, que la gestion par les ouvriers de leur propre exploitation, si la question préalable de la destruction du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie n'est pas posée complètement, avec toutes ses implications stratégiques ; et si l'étape fondamentale de la dictature du prolétariat est escamotée, ou même purement et simplement niée.

Nous savons bien que l'expression « dictature du prolétariat » a mauvaise presse. Elle n'appartient pourtant pas sans de très sérieuses raisons au noyau essentiel de la tradition marxiste. Ce n'est pas à la légère que Marx lui-même a cru pouvoir condenser son apport principal dans la formule : dictature du prolétariat. C'est que cette expression désigne l'inévitable et difficile période de transition où la résistance économique, politique et

surtout idéologique, de l'ancienne classe dirigeante, doit être brisée ; elle exclut l'idée d'un accommodement « démocratique » avec la contre-révolution, dont toute l'Histoire nous enseigne l'acharnement, la violence, l'interminable volonté de revanche. Elle signifie, conformément aux claires indications de Lénine :

« (Une dictature qui) n'est pas réalisée par le peuple tout entier, mais par le peuple révolutionnaire, lequel n'a aucune crainte devant l'ensemble du peuple, lui explique clairement tous les mobiles et les détails de son action et est prêt à le faire participer *tout entier* non seulement à la direction de l'Etat, mais encore à la gestion de cet Etat. »

Naturellement, on n'éludera pas la question capitale de la *démocratie de masse* (notamment dans les entreprises), c'est-à-dire la question des formes de la dictature du prolétariat. On n'éludera pas la question difficile de la dégénérescence bureaucratique : nous y reviendrons à propos de la Tchécoslovaquie. Reste qu'avant la prise du pouvoir d'Etat, l'idée qu'il faut conquérir « des pouvoirs » dissimule, sous une multiplicité sans contenu, le problème du renversement violent de la dictature bourgeoise, de la conquête *du* pouvoir, et préfigure, dans le rapport de forces réel, et quelles que soient les intentions sincères des militants syndicalistes, l'entente cordiale avec un patronat rendu « compréhensif ».

Au mieux, l'idéologie chrétienne, ou réformiste-radical, et ses appareils, peuvent se hausser jusqu'à une conception décentralisatrice, fédéralisante, autogestionnaire, qui met *justement* entre parenthèses la dure contrainte de la dictature prolétarienne, et incline volontiers à croire qu'une « rationalisation » des rapports de travail, dans le sens d'une « plus grande justice », d'une « plus grande dignité », est une étape vers « l'émancipation de la personne humaine ». Mais la « personne humaine » n'existe pas. En politique, seules existent les classes et l'organisation de leur lutte à mort pour le pouvoir. La question est de savoir : quelle classe exerce sa dictature ? Par quels moyens la briser ? Le reste n'est qu'utopie asservie au subjectivisme bourgeois de la « conscience » et de « l'homme libre ».

Faute d'avoir simplifié ses questions, et ouvert en son sein une claire lutte idéologique, notre parti, même au mois de Mai, et comme la C.F.D.T., n'a en général rien proposé de mieux qu'un succédané de Proudhon assorti de quelques considérations, philosophiques et provisoires, sur la violence.

II. LE P.S.U. DANS LA CRISE DE MAI

C'est bien à tort, à notre avis, que le P.S.U. a cru voir dans la tempête révolutionnaire de Mai 68 une justification de ses analyses et de son existence. Deux apparences, deux illusions, ont pu à cet égard contribuer à développer dans le parti un étonnant climat d'auto-satisfaction.

La révolte des larges masses étudiantes contre le système décadent d'enseignement et contre la répression de l'Etat policier bourgeois s'est développée dans le contexte général d'une contradiction aiguë entre la petite bourgeoisie intellectuelle, ou

scolarisée, et la bourgeoisie monopoliste. Cette révolte a donc rencontrée, en quelque manière, l'orientation démocratique-petite bourgeoise caractéristique du P.S.U. Le poids spécifique des étudiants, considérable dans notre parti ; la colonisation de la fantomatique bureaucratie nationale de l'U.N.E.F. par des camarades P.S.U. : autant d'éléments superficiels qui ont pu faire croire que le P.S.U. était en état de revendiquer partiellement la direction politico-idéologique du mouvement étudiant.

Il faut reconnaître en effet que le P.S.U. a saisi immédiatement la nature progressiste de la « contestation » étudiante. Il s'est ainsi justement opposé aux sordides déclamations contre-révolutionnaires du P.C.F. ; il a rejoint l'appréciation portée sur ce mouvement par le Parti Communiste Chinois, contre l'avis de certains groupes maoïstes français qui, appliquant mécaniquement une « analyse de classe » unilatérale, ont méprisé la révolte étudiante, et se sont ainsi complètement fourvoyés.

Cependant, la justesse de *réflexe* de solidarité ne saurait masquer les carences de la préparation idéologique et de l'orientation politique.

En réalité, *l'aspect principal* de la révolte étudiante n'avait que peu de rapports avec la politique du parti. Cet aspect principal était en effet, outre une orientation résolument anti-capitaliste, la remise à l'ordre du jour de la contre-violence révolutionnaire. Cet aspect des choses avait-il été souligné par notre parti ? Notre parti s'est-il éduqué auprès des masses en lutte pour réviser sa position quant aux moyens « pacifiques » de passage au socialisme ? A notre époque, la formule où se concentre l'enseignement fondamental du marxisme n'est autre que : « Le pouvoir est au bout du fusil ». Pourquoi ? Parce que partout, de l'Amérique Latine à l'Europe, et en dépit de l'évidence historique, les partis communistes révisionnistes se démènent pour placer la camelote de la « voie pacifique » vers le socialisme. En France, où l'emprise du P.C.F. sur la classe ouvrière est très forte, le premier devoir d'une organisation socialiste est de combattre la mystification de la « voie pacifique ». Ce devoir n'admet aucun faux-fuyant, aucune demi-mesure. Croyons-nous, oui ou non, que la bourgeoisie ne cédera jamais son pouvoir de classe sans utiliser *tous* les moyens dont elle dispose ? Avons-nous un quelconque contre-exemple à proposer ? Il faut donc le dire, *préparer* constamment la classe ouvrière à cette perspective. Sans cette préparation, rien n'est possible. La classe ouvrière restera prisonnière de ses réflexes économistes, et victime de la propagande légaliste bourgeoise, dont le P.C.F. est désormais le principal colporteur.

Le P.S.U. avait-il, et a-t-il, sur ce point, une orientation correcte ? A-t-il diffusé largement, avant Mai, pendant Mai, après Mai, la réfutation catégorique de la doctrine capitulaire de la « voie pacifique ? » On ne peut l'affirmer. Soucieux, bien souvent, de rassurer sa large clientèle petite-bourgeoise et chrétienne, jouant à l'égard de la farce électorale de Juin 68 un double jeu difficile de participation-contestation, le P.S.U., sur ce point absolument capital, ne s'est pas *essentiellement* démarqué des révisionnistes du P.C.F. Une partie de la direction nationale peut bien évoquer les futurs « affrontements violents » avec le pouvoir : ce n'est guère qu'une clause de style, si aucune mesure de propagande active n'y correspond.

En vérité, sur la question de la violence, la *ligne principale*

a été fixée dès le mois de Mai par le secrétaire national : le parti, par sa bouche, a inventé et propagé le monstre idéologique des « moyens extra-légaux mais pacifiques », et a sans cesse essayé *d'excuser* la révolte violente des masses, au lieu de la justifier résolument, et de l'organiser partout où il en avait le pouvoir.

Là réside en fait le malentendu fondamental, l'illusion qu'il importe absolument de dissiper. Exclu en fait du jeu *parlementaire*, notre parti a très tôt, faisant de nécessité vertu, et tout en s'activant énergiquement à chaque campagne électorale, condamné plus ou moins les balivernes révisionnistes sur la « voie parlementaire » vers la « démocratie avancée ». Il a indiqué en effet que la critique de masse de la dictature bourgeoise gaulliste trouverait sur le plan « social » son expression véritable. Passons sur les équivoques de ce « social » : le P.S.U. a une tendance naturelle, et inévitable, à substituer à la rigueur des analyses de classe des catégories idéologiques cent fois dénoncées par Marx comme des trompe-l'œil (ainsi des catégories : « conflits sociaux » — là où il faut dire et penser : lutte de classe économique — ou « salariés », là où il faut distinguer avec le plus grand soin les travailleurs productifs des travailleurs improductifs —). L'important est de constater qu'à une *stratégie parlementaire* de conquête du pouvoir, qu'il rejetait, notre parti n'a substitué qu'un ensemble vague de *tactiques*, où les élections, avaient leur place au même titre que les défilés, les grèves ou les colloques. Il n'a jamais affirmé le caractère inévitable, à plus ou moins long terme, de la violence révolutionnaire armée. Ce faisant, il s'est condamné à ne jamais *unifier* sa politique légale, et à n'agir que par pulsions soudaines, suivies d'abattement et de replis. La vocation révolutionnaire du parti ne s'est jamais incarnée que dans une succession disparate d'initiatives circonstancielles ; faute d'une conception explicite des voies et moyens de la prise du pouvoir.

Bien entendu, il ne s'agissait pas de tomber dans l'aventurisme guévariste des petits groupes armés, de régresser jusqu'aux thèses de Blanqui sur le complot révolutionnaire. Il ne s'agissait pas non plus de prétendre que la crise révolutionnaire était mûre, et le parti marxiste suffisamment organisé et implanté pour que le passage effectif au stade de l'insurrection populaire soit à l'ordre du jour. Ces thèmes, développés ici et là pendant le mois de Mai, notamment dans les cercles d'obéissance castriste, n'étaient que gauchisme inconséquent.

Ce qui en revanche était nécessaire, c'était de se concentrer énergiquement sur la préparation idéologique des masses à une telle perspective. Dès lors que la « voie parlementaire » était discréditée, il fallait *également* anéantir les fumeuses considérations sur une « troisième » voie, ni légale ni violente, ni parlementaire ni révolutionnaire, extra-légale mais pacifique. Comme si l'Etat bourgeois pouvait longtemps tolérer, sans violence répressive, les initiatives « extra-légales » ; et comme si la nécessité *d'organiser* la contre-violence (auto-défense des entreprises, milices ouvrières, contrôle des points stratégiques, etc.) pouvait être partout laissée à l'improvisation. Mai démontre précisément tout le contraire. C'est assurément faute d'un passage résolu à une *autre étape* de la « violence » des masses — occupation des préfectures de province ; passage sous contrôle ouvrier du fonctionnement des services publics, etc. — que

le mouvement a piétiné, puis échoué. On ne peut éviter le moment où des *directives* insurrectionnelles sont à l'ordre du jour.

Il y a bien entendu de multiples *tactiques légales* pour un parti révolutionnaire, y compris les élections, à l'égard desquelles tout sectarisme est nuisible. Mais il n'y a pas, il ne saurait y avoir de « troisième voie » stratégique pour la conquête du pouvoir. Toute prétendue troisième voie est, *dans les faits*, capitulation révisionniste devant la ligne bourgeoise de la voie parlementaire.

On a souvent constaté que notre parti, anti-parlementaire en parole, était activement électoraliste dans les actes. La vérité d'une organisation se révèle moins dans ce qu'elle a dit, que dans les conditions réelles qui président à sa mobilisation pratique. Presque partout depuis 1963, le parti n'a *existé*, comme force pratique d'envergure nationale, qu'à l'occasion des campagnes électorales. Même en Mai/Juin, et surtout en province, si les *militants* du P.S.U. ont utilement œuvré chacun à leur place, *l'activité collective* du parti, et sa capacité de recrutement, ont été étroitement liées à sa douteuse affirmation électorale.

Et comment pouvait-il en être autrement, dès lors que le P.S.U. ne proposait aucune autre *stratégie* cohérente de conquête du pouvoir ? Si les institutions bourgeoises ne sont qu'un at-trape-nigaud, il faut en tirer résolument les conséquences, et populariser, avant d'être en état de l'organiser, le soulèvement des masses sous la direction d'un parti marxiste-léniniste, juste réponse à la violence permanente de la dictature bourgeoise, et à sa politique à double face : duperie électorale pour tromper le peuple ; énorme appareil répressif pour le contraindre.

Faute d'une telle appréciation correcte, notre parti n'a jamais saisi entièrement l'essence de la révolte étudiante. Inspirant la politique de l'U.N.E.F., il l'a orientée vers la voie de garage des « universités critiques » et de l'électoralisme. Il n'a pas combattu ses plus graves erreurs, comme le refus de participer à la manifestation des larges masses ouvrières, le 29 Mai. Il a finalement conduit l'organisation étudiante au désastre du congrès de Marseille.

Dans son attitude à l'égard du P.C.F., notre parti a rarement su faire la différence entre la nécessaire *critique du révisionnisme*, et le dangereux *anti-communisme* vulgaire. Combien de petits-bourgeois échauffés, anti-communistes de toujours par allergie de classe envers la dictature du prolétariat, ont-ils sauté sur l'occasion que leur offrait la honteuse politique du P.C.F. pour exprimer une fois de plus cet anti-communisme, cette ignorance arrogante des conditions de la lutte prolétarienne, mais avec les *alibis* du révolutionnarisme ? Le P.S.U. n'a pas toujours échappé à cette confusion. En montant en épingle le thème de la « bureaucratie », en jouant avec le mot vague de « liberté », il n'a jamais pu conduire une critique léniniste de la politique du P.C.F. Il n'a pas su mettre en évidence le reniement théorique du P.C.F. Il a offert un abri à tous ceux qui se définissent comme des « révolutionnaires » non communistes, et qui ne sont bien souvent, une fois passée l'exaltation des mouvements de masse, dans la dure continuité militante, que des réformistes peureux.

Bien mieux : notre parti a cautionné les dérapages foncièrement anti-léninistes de Barjonet et des vieux spécialistes de l'anti-communisme. Au meeting de Charléty, on n'a guère tracé une voie stratégique révolutionnaire nouvelle. On a, en revanche, réglé de vieux comptes.

Même carence à l'endroit des politiciens bourgeois « de gauche », et singulièrement de Mendès-France.

Sur ce point, l'analyse doit être franche. On *pouvait* (peut-être) dans une stratégie politique échelonnée jouer la carte Mendès-France. L'homme regroupait derrière lui, pendant 48 heures (du 27 au 30 mai), une fraction importante de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie elle-même, jusqu'à Lecanuet et Isorni. Cette étape aurait représenté le renversement révolutionnaire de la *forme bonapartiste* du pouvoir d'Etat bourgeois, par une coalition de classes à direction politique petite-bourgeoise. Une telle transformation du paysage politique, renforçant de manière décisive la confiance en soi des masses, aurait peut-être permis d'organiser la prépondérance de la classe ouvrière dans la coalition victorieuse, et de créer les conditions d'un nouvel affrontement. C'est en torpillant Kerensky-Mendès-France que le P.C.F. a montré que non seulement il ne voulait pas entendre parler d'une révolution prolétarienne, mais qu'il refusait même les perspectives d'une révolution démocratique-populaire. Ainsi s'est trouvé démasquée sa complicité, non seulement avec la bourgeoisie, mais avec le gaullisme.

Cependant, le soutien *tactique* à Mendès-France ne se concevait que dans la forme léniniste du compromis, c'est-à-dire en expliquant aux masses populaires le véritable caractère de cette étape, sa nature de classe, son aspect transitoire, et l'absolue nécessité de renforcer son combat tout au long de l'expérience, sans jamais la considérer comme l'aboutissement du mouvement. Mendès-France pouvait offrir une relance mobilisatrice « au sommet », en sanctionnant l'effondrement du gaullisme, et en parachevant le ralliement des couches moyennes à la révolution. Mais à la base, on devait renforcer et développer les formes actives de la démocratie de masse : comités de grève, groupes d'auto-défense, comités d'action, etc. La réussite simultanée de ces pratiques supposait un discours politique clair et cohérent.

Or le P.S.U. s'est installé dans la pire des ambiguïtés : la direction sanctionnait plus ou moins, dans un silence gêné, les grandes manœuvres du « gouvernement de transition », et laissait en même temps se développer à la base, et même encourager, surtout en milieu étudiant, un violent et total refus, proprement gauchiste, du nécessaire compromis tactique. Là encore, l'absence de toute conception ferme des *rapports de force* de classes condamnait au suivisme : notre parti a ainsi contribué à l'échec de Mendès-France, sans pour autant se dégager de cet échec même. Là où il devait y avoir appui tactique et critique stratégique, il y a eu compromission simultanée dans une entreprise mal conduite et dans un sabotage aveugle.

Nous avons du alors nous dédouanner, dans les dernières phases de la crise, par une véritable incantation « révolutionnaire ». Nous avons beaucoup contribué à répandre l'idée (fausse) d'une transformation socialiste imminente, et de l'agonie du pouvoir bourgeois en tant que tel (et non de sa seule *forme bonapartiste*).

Cependant, de quel « socialisme » s'agissait-il ? Le mot d'ordre-clef du parti : « Pouvoir étudiant, pouvoir ouvrier, pouvoir paysan » l'indique assez. Ce mot d'ordre est, il faut l'avouer, un monstre idéologique.

Tout d'abord, il est ridicule de mettre sur le même plan une classe sociale, comme la classe ouvrière, un groupe fonctionnel socialement disparate, comme les étudiants, et un ensemble, le paysannat, qui n'est pas une classe, mais est traversé par la lutte des classes. Ce n'était là qu'une copie opportuniste de la situation, saisie superficiellement. Comme le combat était étudiant et ouvrier, on inventait deux mots d'ordre parallèles. Or, le seul mot d'ordre correct devait au contraire mettre en évidence la nécessaire fusion des étudiants dans le mouvement des masses ouvrières, et faire apparaître la nécessité de la direction idéologique et politique de ce mouvement par la classe ouvrière.

On a beaucoup discuté ce point. Nombre d'idéologues avides de « dépasser » le marxisme ont cru voir dans le mouvement de Mai la preuve que le prolétariat n'était plus la classe « d'avant-garde », qu'il succombait aux sirènes de la « société de consommation », qu'il était à la traîne. Aux étudiants, aux intellectuels, aux cadres et techniciens de la « nouvelle société industrielle », reviendrait désormais le rôle moteur pour une « contestation globale » etc. etc.

Cette phraséologie recouvre des vieilleries liquidatrices, courantes déjà au début du siècle. Elle repose sur des confusions, et traduit la propension naturelle de l'intellectuel petit-bourgeois à se prendre pour le nombril du monde.

Etre l'avant-garde des masses populaires ne signifie pas avoir les idées les plus « radicales », ni entreprendre les actions les plus violentes. Ce sont là des déviations idéalistes. Que la petite-bourgeoisie puisse être hyper-révolutionnaire dans son discours, et héroïque jusqu'au suicide dans l'action, nul ne l'a jamais contesté : Lénine reconnaît même là un des traits permanents de sa psychologie de classe. Mais l'avant-garde n'est pas une question de conviction ou d'héroïsme.

L'avant-garde peut, à la rigueur, désigner tour à tour deux choses différentes :

— la base de classe principale, numériquement parlant, de la force révolutionnaire organisée (dans la Russie de 17 et la Chine de 27, le prolétariat ; dans la Chine de 49 et Cuba, les paysans pauvres).

— la position de classe à quoi correspond la direction politique du mouvement, tant dans la phase de conquête du pouvoir que dans celle de construction du socialisme. Ce doit être, partout et toujours, le prolétariat, même si des individus d'origine petite-bourgeoise (les intellectuels communistes au service du peuple) occupent telle ou telle fonction dirigeante, et même si la force de frappe — l'armée populaire — de la révolution est composée pour l'essentiel de paysans pauvres.

Dans un pays comme la France, de toutes façons, les deux perspectives se confondent : le prolétariat demeure aussi la base de classe principale de toute force révolutionnaire organisée.

De ce point de vue, les arguments technocratiques concernant le nombre des prolétaires dans la masse de la population active méconnaissent entièrement la dynamique des rapports de force. La cohésion et la capacité d'intervention sur la scène de l'histoire sont ici les points principaux, et non le nombre inerte. Or, dans l'industrie concentrée de la phase monopoliste-impérialiste du capitalisme, la capacité de blocage et de rupture révolutionnaire du prolétariat, loin de s'affaiblir, ne cesse d'augmenter. On le voit à la moindre grève de l'E.D.F., qui met le pays par terre.

Par conséquent l'avant-garde, c'est la classe sur quoi seule peut s'établir la direction politique organisée d'un mouvement révolutionnaire de masse (donc la direction politique d'un front uni de plusieurs classes) si l'on veut que ce mouvement soit victorieux.

Ce point est essentiel, et touche au cœur l'oscillation politique de la petite-bourgeoisie, en démasquant sa complaisance opportuniste à l'échec, son manque de ténacité. Pleurer sur la « trahison » du P.C.F. revient bien à avouer que si une organisation marxiste-léniniste du prolétariat ne prend pas en main la direction politique de la lutte, celle-ci échoue inexorablement. Voilà pourquoi, en dépit de « l'étroitesse de vue », pour parler comme Lénine et Marx, de la grande majorité des ouvriers pris individuellement (c'est-à-dire considérés dans l'optique bourgeoise), la classe ouvrière demeure l'avant-garde du mouvement révolutionnaire.

Les idées révolutionnaires des étudiants, et leur courage, ne les conduisent qu'à de piteux échecs, s'ils ne se soumettent pas à cette évidence.

Aussi bien, même dans leurs problèmes propres, les lycéens et les étudiants progressistes n'ont pas à revendiquer un « pouvoir » ou un « contrôle » dans les appareils scolaires de la bourgeoisie. C'est là une chimère, ou une capitulation. Les étudiants doivent populariser le mot d'ordre de la direction des universités par la classe ouvrière, ce qui, dans une formation sociale capitaliste, revient à lutter pour la destruction des appareils scolaires. Si « pouvoir ouvrier » il y a, c'est myopie et vision bourgeoise des choses que de vouloir le confiner dans l'entreprise. Ce pouvoir ouvrier doit s'exercer tout spécialement sur les lieux, comme l'université, où pullulent les intellectuels petits-bourgeois, auxquels, quelle que soit leur bravoure circonstancielle, on ne saurait faire aucune confiance stratégique.

Le mot d'ordre du pouvoir paysan n'était quant à lui qu'une fausse fenêtre, qui ne trompait personne. Inspiré d'un coopérativisme vague, il méconnaissait, traitant « en bloc » du monde rural, les distinctions élémentaires entre paysans pauvres, paysans moyens, paysans riches, capitalistes fonciers, distinctions sans lesquelles un parti marxiste est hors d'état de dire quoi que ce soit de sensé sur le mouvement paysan, du point de vue politique, même s'il peut en faire une analyse sociologique apparemment convaincante. L'orientation de plus en plus droitiste du C.N.J.A. pourra peut-être nous servir de leçon.

Mais surtout, notre grand mot d'ordre trahissait la déviation proudhonienne caractéristique du P.S.U. De quel « pouvoir » ouvrier, ou, dans la nouvelle terminologie, de quel « contrôle », s'agissait-il ? Toute notre propagande a clairement montré qu'il s'agissait du pouvoir ouvrier dans l'entreprise. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, le P.S.U. était à la remorque

des mots d'ordre de la C.F.D.T., lesquels *éludent* le problème central de la lutte des classes pour le pouvoir d'Etat. Il est très vrai, et le mois de Mai l'a démontré, que les ouvriers ressentent cruellement, comme aussi beaucoup de techniciens et de cadres, la dictature patronale dans l'entreprise, la férocité de l'exploitation, l'esclavage des cadences, etc. Mais précisément, la tâche *fondamentale* d'un parti marxiste est d'élever la conscience ouvrière de cette perception aiguë, mais étroite, des oppressions dans l'usine, à la compréhension du système d'exploitation, à l'appréciation du rôle de l'appareil d'Etat bourgeois, et enfin à la nécessité absolue de la conquête du pouvoir politique d'Etat. Il est essentiel, il est prioritaire, de montrer que sans la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat, l'idée d'une « amélioration » des rapports de pouvoir dans l'entreprise est une illusion dangereuse. Il faut amener le prolétariat à *concentrer* son énergie révolutionnaire, dont Mai a montré la magnifique puissance, sur ce problème du renversement violent de la dictature bourgeoise. Le seul mot d'ordre juste est :

La démocratie ouvrière dans l'entreprise a pour condition la dictature du prolétariat au niveau de l'Etat.

Les ouvriers, du reste, en ont une claire conscience. Ils savent qu'une entreprise nationalisée par l'Etat bourgeois reste une entreprise intégrée au système d'exploitation capitaliste, et dont la direction raisonne exactement selon les habitudes mentales, et les repères d'intérêt, du patronat privé. Face à la grève de masse, Dreyfus-Renault ne vaut pas mieux que Bercot-Citroën. On l'a vu à Flins. C'est que l'Etat-patron est une *pièce* du système d'exploitation, non un organe d'arbitrage généralisé entre classes antagonistes. L'étatisation (bourgeoise) d'une entreprise n'a *rien à voir* avec l'appropriation collective des moyens de production. Quand Rocard dit : « La grève a éclaté dans les entreprises nationalisées ; donc elle ne se fait pas contre la propriété privée, mais pour la « dignité » du travailleur », il raisonne faux. Attaquer le système capitaliste dans la partie étatisée de l'appareil de production, c'est bien s'en prendre *au patronat privé*, et même à sa forme « concentrée », comme dit Lénine, d'existence politique : l'Etat bourgeois.

Dès lors, tout mot d'ordre sur « les pouvoirs ouvriers », « l'auto-gestion » etc. sont des diversions et de graves erreurs. Ils traduisent les rêveries d'indépendance, d'autonomie, de souveraineté personnelle et collective, du petit-bourgeois. Ils contribuent à rétrécir l'horizon de la lutte, à enfermer les ouvriers dans des revendications de boutique, et, finalement, à créer de toutes pièces des « collaborateurs » ouvriers du patron, pleins de compréhension pour les « difficiles problèmes » de la gestion de l'entreprise. Au reste, ces mots d'ordre du « pouvoir ouvrier » et de la « participation » à la gestion sont volontiers repris — vieille chanson bourgeoise — par le chœur des « gaullistes de gauche », et autres plumitifs miteux du capitalisme monopoliste d'Etat.

Finalement, il apparaît que la politique de notre parti pendant la tempête révolutionnaire de Mai a été, pour l'essentiel, une politique d'expédients tactiques et de démagogues contradictoires. Mai 68 doit être pour nous, non pas le pré-

texte à de ronflantes déclarations satisfaites, mais l'occasion, créée par les masses, d'une révision totale de notre politique. Rocard a maintes fois déclaré que la politique hyper-réformiste du contre-plan et du Colloque de Grenoble, et la politique « révolutionnaire » des « moyens extra-légaux-mais-pacifiques », étaient, dans deux conjonctures différentes, la même politique. Il a raison : c'est la même politique *opportuniste*. Programmes de réformes byzantins et « hautement techniques » quand les masses, apparemment, ne bougent pas. Excitation révolutionnaire et mots d'ordre suivistes quand la lutte des classes se déchaine.

C'est cette politique qu'il faut changer : politique nationale, et internationale.

III. A PROPOS DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Notre parti s'est élevé avec énergie contre l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Il a fait de cette affaire, un temps, le centre de son activité militante.

On ne saurait le lui reprocher.

Seulement, là n'est pas la question principale. *Tout le monde* a condamné l'intervention soviétique : la direction révisionniste du P.C.F., les fieffés réactionnaires de l'Aurore et du Figaro, le Pape, de Gaulle, les Albanais, les Ligues des droits de l'Homme, Chou en Lai, Guy Mollet... Le fait de condamner l'agression n'a, en lui-même, *aucune* signification politique.

La question principale est en réalité la suivante : quelle analyse politique propose-t-on de la situation en Tchécoslovaquie, et, corrélativement, de la situation en U.R.S.S. ? Quelle signification de classe accorde-t-on au fameux « printemps de Prague » ?

Sur ce point, le P.S.U. a manifesté la plus cruelle incertitude, et n'est jamais allé au fond des choses. Certains voyaient dans la « libéralisation » du régime tchécoslovaque la suprême espérance, l'illustration, enfin, du « modèle-socialiste-applicable-aux-pays-hautement-industrialisés » ; d'autres faisaient quelques réserves ; quelques-uns trouvaient là une bonne occasion d'alimenter une fois de plus leur anti-communisme sommaire ; d'autres encore échafaudaient force théories néo-trotskyistes sur la « bureaucratie » et les « conseils ouvriers », et évoquaient le précédent « révolutionnaire » hongrois. Presque tous entonnaient le vieux refrain réformiste du « socialisme dans la liberté ».

Soulignons au passage que cette expression, qui juxtapose un concept scientifique et politique (le socialisme) et une notion métaphysique d'origine bourgeoise (la liberté, sans autre détermination de classe) ne signifie rien. Ou plutôt, si elle a un sens, c'est celui que lui donne, depuis toujours, Guy Mollet : jouons indéfiniment le jeu de la démocratie formelle bourgeoise (la « liberté ») et espérons qu'un jour, par miracle, la « démocratie économique » (le « socialisme ») viendra s'y rajouter. Le « socialisme dans la liberté », si l'on reste sur le terrain de l'histoire concrète, c'est la dictature bourgeoise *dans les formes* « démocratiques », augmentée du rêve impuissant d'une plus grande « justice » dans la répartition des biens.

La conclusion politique dominante, dans notre parti, sur le fond de ces appréciations superficielles, a toujours été le soutien résolu aux initiatives, soit du Parti Communiste Tchécoslovaque après la crise de janvier, soit des intellectuels et étudiants protestataires qui occupaient, dans ce pays, le devant de la scène. Et par conséquent, nous avons soutenu fermement l'idée qu'entre la « voie tchèque » et la « voie soviétique », entre Brejnev et Dubcek, il y avait une différence capitale quant à la conception même du communisme, une contradiction antagoniste dans les perspectives politiques. L'intervention militaire apparaissait dès lors comme la sanction de cette contradiction, comme l'affrontement violent entre deux communismes, l'un repoussant, l'autre attirant, l'un « bureaucratique », l'autre « à visage humain ».

Or cette « analyse », propagée avec cœur et par les intellectuels tchécoslovaques, victimes consentantes des idéologies petites-bourgeoises (humanisme, liberté, personne, progrès, suffrage universel secret...) et par la presse bourgeoise en occident, cette analyse est complètement fautive.

Le point capital à saisir est le suivant : *du point de vue de la lutte des classes, la politique soviétique et la politique tchécoslovaque ne sont que des variantes d'une même politique (révisionniste) : la liquidation de la dictature du prolétariat, la reconstitution accélérée d'une bourgeoisie d'Etat, et le développement d'un processus de restauration du capitalisme, dont la Yougoslavie est l'exemple le plus avancé.*

La contradiction entre Russie et Tchécoslovaquie était une contradiction secondaire inter-révisionniste, une contradiction entre Etats, et non directement une contradiction entre classes, encore moins une contradiction principale entre une voie prolétarienne et une voie bourgeoise. La sauvage agression soviétique démasque un comportement d'Etat impérialiste — ou social-impérialiste —, soucieux de conserver à tout prix sa zone d'influence et d'exploitation. La « libéralisation » à la Dubcek exprimait quant à elle la revendication politique d'une intelligentsia petite-bourgeoise démocratique et nationaliste, qui avait peu à peu, et déjà sous Novotny, colonisé, idéologiquement et pratiquement, la direction du Parti Communiste Tchéque.

On objectera immédiatement que le peuple tchécoslovaque, les ouvriers tchécoslovaques, se sont révoltés contre l'agression, et qu'ils ont soutenu la « libéralisation » (c'est-à-dire le droit pour les contre-révolutionnaires de s'exprimer et de s'organiser). C'est absolument vrai. L'explication de ce fait, particulièrement riche d'avenir révolutionnaire, est assez claire : le prolétariat des pays de l'Est, passé désormais sous la coupe d'une néo-bourgeoisie d'Etat, est partout, en Union Soviétique comme en Tchécoslovaquie, progressivement contraint à une juste révolte. Ce prolétariat est d'ores et déjà *exploité* par le biais d'un appareil d'Etat où domine l'idéologie bourgeoise, et où l'intérêt personnel, les prébendes du fonctionariat, sont les ressorts principaux de l'action.

Cependant, dans la phase actuelle de la dégénérescence des Etats ouvriers, le prolétariat ne s'est pas encore donné les moyens idéologiques et organisationnels, marxistes-léninistes, de cette révolte. Il est donc fatal que sa révolte de classe soit *recupérée* politiquement, soit par les intellectuels petits-bourgeois qui exigent « la liberté », soit par telle ou telle fraction néo-libérale de l'appareil du Parti.

Cette situation n'est certes pas nouvelle. Elle est même caractéristique de certaines périodes du mouvement ouvrier. Les prolétaires insurgés de Février 48 se battaient *objectivement* pour leur propre classe. Mais *subjectivement*, en l'absence de toute organisation et de toute théorie révolutionnaire, ils appuyaient les petits bourgeois hyper-démocrates, et les parangons du suffrage universel. Nombre d'ouvriers croyaient être représentés par ces bavards qui, dès cette époque, agitaient les drapeaux de la « démocratie sociale », de la « justice dans la liberté » etc. On sait qu'en Juin 48, on fit voir aux ouvriers, à coups de fusil, ce que valait cette représentation.

Il n'est donc nullement étonnant que la classe ouvrière tchécoslovaque, dans sa légitime révolte contre l'oppression des pontifes révisionnistes et du social-impérialisme soviétique ; s'imagine trouver ses défenseurs spontanés dans les « libéraux » de tout poil qui la flattent et la sollicitent.

Mais précisément, la tâche fondamentale d'un parti révolutionnaire, le devoir internationaliste conséquent, est de ne rien faire pour consolider cette illusion naturelle ; de tout faire en revanche pour que, le plus rapidement possible, se développe la juste ligne d'une révolte prolétarienne et populaire, prise en main par un nouveau parti marxiste-léniniste, et dirigée contre les complices révisionnistes du social-impérialisme soviétique : la clique « libérale » de Dubcek. Déjà la capitulation quotidienne de cette clique devant l'envahisseur démasque, aux yeux des larges masses, cette complicité, et fait apparaître de plus en plus clairement (comme on l'a déjà vu en Pologne avec Gomulka), que ce qui lie la direction tchécoslovaque à la direction soviétique (la voie décadente du révisionnisme) est bien plus fort que ce qui les sépare.

Or le P.S.U. n'a rien fait dans ce sens. Il a, au contraire, présenté l'expérience tchécoslovaque comme un « modèle », et a prétendu l'opposer catégoriquement au « modèle » soviétique, sclérosé et décadent. Ce faisant, notre parti a rendu un bien mauvais service au peuple tchécoslovaque, et un très grand service, tant à Brejnev qu'à Dubcek, qui, l'un comme l'autre, ont intérêt à masquer l'identité de classe de leur entreprise liquidatrice, et à amuser le tapis avec leurs controverses sophistiquées sur la « contre-révolution » et le « socialisme à visage humain ».

La leçon fondamentale à tirer de ces événements nous paraît concerner les formes de la lutte des classes dans les conditions du socialisme, c'est-à-dire après l'étatisation complète de l'économie. Dans ces conditions nouvelles, il apparaît :

1) que le *front principal* est celui de l'idéologie, c'est-à-dire la très longue et très dure lutte à mener contre l'implantation des idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Ces idées sont essentiellement :

a) *l'économisme*, le culte de la technique, le respect des sommités académiques, la dictature des « experts », le maintien des hiérarchies, la subordination du politique à l'efficacité de la gestion.

b) *l'humanisme*, l'idée qu'il y a une essence de l'homme au-dessus des classes, la répugnance à la discipline prolétarienne, le culte de l'art et de la science, l'apolitisme individualiste.

La lutte contre ces idées suppose que les masses soient mobilisées, que l'agitation et la discussion politiques soient permanentes, que la suprématie du marxisme-léninisme soit affirmée de façon vivante, c'est-à-dire à travers des luttes concrètes contre les cadres embourgeoisés, contre l'arrogance des intellectuels, contre le maintien du système universitaire bourgeois, contre l'organisation tyrannique des entreprises, etc.

2) Il apparaît aussi que le *lieu principal*, et l'enjeu, de la lutte, devient rapidement le Parti Communiste lui-même. Les éléments petits-bourgeois (et les éléments ouvriers corrompus par l'arriérisme) ralliés à la révolution, souvent au dernier moment, colonisent très vite, si l'on n'y prend garde, les postes de direction, grâce à leur aisance, leur entêtement, leur opportunisme habile. Ils y transportent leur style de travail; carriérisme, mentalité de fonctionnaire, méfiance à l'égard des masses, autoritarisme mesquin. Si le processus n'est pas contrarié (et, dès 1920, Lénine s'en inquiétait vivement), la dégénérescence révisionniste est inévitable: le Parti Communiste devient *l'instrument* d'une restauration bourgeoise, idéologique, politique, et *en fin de compte économique*, comme on le voit en Yougoslavie, où le système des prix planifiés est d'ores et déjà impraticable, ou même en U.R.S.S. dans le secteur agricole.

Il en résulte que, pour lutter contre ce processus qui engage la position de classe du Parti au pouvoir, il ne suffit pas de changer par le sommet la politique de ce parti. Telle a été la grave erreur de Staline: croire qu'on pouvait lutter contre les influences petites-bourgeoises dans le Parti par des moyens *eux-mêmes petits bourgeois* (autoritarisme et terreur policière), confinés à des manipulations intérieures au Parti. Aussi bien Staline a finalement échoué.

La voie juste passe par la mobilisation des masses contre les éléments dégénérés du parti lui-même, voire par la destruction et la reconstruction révolutionnaire du Parti. Elle implique un style de travail de masse, la rééducation des cadres par le travail productif, la subordination des impératifs économiques aux impératifs politiques et l'intervention permanente de la classe ouvrière et de ses alliés immédiats dans les affaires de l'Etat.

En ce qui concerne plus particulièrement l'organisation de la production, il faut opposer à l'idée autogestionnaire, qui est à la fois économiste (priorité au problème de la gestion) et humaniste (autonomie et souveraineté « personnelle » des unités de production) l'idée de la *démocratie de masse* dans le cadre de la discipline prolétarienne et de l'hégémonie idéologique du marxisme-léninisme. Ceci suppose:

1) La critique systématique des critères bourgeois de la « compétence » comme fondement d'une autorité dans la production, et leur remplacement par ceux, prolétariens, de l'expérience pratique et du dévouement politique.

2) La mise en discussion collective des initiatives des cadres, dans les ateliers et dans l'entreprise, sous le double chef de leur justesse pratique et de leur sens politique.

3) La politisation permanente sur les lieux de travail: séances

de discussion, lecture expliquée des directives centrales, meetings, autocritique des dirigeants, etc.

4) Le démantèlement de l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel. Les cadres doivent participer continuellement à la production (le tiers ou la moitié de leur temps de travail); les universités doivent accueillir prioritairement des ouvriers et des paysans issus de la production et destinés à y retourner; l'enseignement doit être pour l'essentiel, politique, scientifique et technique.

5) La vigilance et la lutte concrète à l'endroit de tout comportement de type bourgeois (dirigeant autoritaire et coupé des masses; arrogance d'expert, technicisme, etc.). La révolte spontanée des masses contre ces comportements ne sera pas opprimée, mais encouragée.

Révisionnisme ou Révolution Culturelle: il faut choisir. Dubcek et Brejnev sont du même côté. Le peuple tchécoslovaque, révolté, mais en tant que tel muet, sera un jour de l'autre. Et c'est ce que notre parti doit expliquer.

IV. THESES

Nous n'avons pas présenté une analyse de la formation sociale française, mais des estimations concrètes de la pratique du P.S.U.

De la même façon, il ne s'agit nullement ici de proposer un programme. Aucune force organisée en France n'est en état de le faire. Le problème de l'application créatrice du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la lutte des classes en France n'est en effet pas résolu, ni même clairement formulable, pour une raison capitale: *toutes* les organisations sont coupées des masses. Il s'agit donc ici de préparer les conditions d'une formulation correcte du problème. C'est-à-dire: d'œuvrer, à notre place, à l'édification d'un Parti Communiste de type nouveau.

Thèse I: Le P.S.U. se présente comme un milieu d'expérience et de combat pour l'édification d'une organisation communiste de type nouveau.

Mesures pratiques: un questionnaire national est envoyé à tous les militants concernant ce que représente pour eux le P.S.U., et orienté vers le problème de la base de classe du parti, et de la création d'une organisation prolétarienne de type nouveau. Le remplissement effectif du questionnaire sera considéré comme une obligation militante.

Thèse II: L'aspect principal des erreurs du P.S.U. tient à la grave insuffisance du travail idéologique.

Mesures pratiques : le parti déclare ouvrir en son sein une vaste campagne de rectification idéologique, pour assurer progressivement la prépondérance du marxisme-léninisme. *Un groupe de direction* de cette campagne est constitué à partir de critères de classe. Il comporte :

— des camarades ayant fait la preuve de leur attachement à l'idéologie marxiste ;

— des camarades ayant une riche expérience concrète de la lutte des classes, et notamment des ouvriers ayant joué un rôle important dans la grève de masse de Mai.

Ce groupe préparera dans toutes les fédérations des réunions de cadres et de militants consacrées aux problèmes idéologiques. Il viciiera à la généralisation de la critique et de l'autocritique (textes collectifs et individuels diffusés dans le parti). Il fera largement connaître les principaux textes marxistes sur les questions idéologiques, notamment ceux qui réfutent les déviations droitières. Il indiquera clairement la double orientation du combat à mener :

— contre les idéologies bourgeoises « modernistes » sur la nouvelle classe ouvrière, la nouvelle avant-garde, le néo-capitalisme, etc.

— contre le révisionnisme propagé par le P.C.F. : voie pacifique, démocratie avancée, calomnies anti-chinoises, etc.

Thèse III : Le P.S.U. doit poser et résoudre le problème de sa base de classe.

Mesures pratiques : priorité absolue est donnée au développement des groupes d'entreprise. Les meilleurs cadres du parti sont systématiquement orientés vers le travail d'implantation dans les usines. Dans les organes dirigeants, la préférence est toujours accordée aux éléments ouvriers, secondairement aux paysans pauvres, en troisième lieu aux petits employés et techniciens, en quatrième lieu aux intellectuels progressistes. On visera à obtenir, dans un premier temps, une majorité pour les deux premiers groupes, tant dans les bureaux de section que dans les instances fédérales et nationales. On détachera au besoin des militants des groupes d'entreprise pour assurer le respect de cette règle. Tous les articles principaux de la presse du parti, locale ou nationale, seront soumis à la critique préalable de groupes ouvriers, et réécrits sur la base de leurs remarques, de forme ou de fond.

Thèse IV : Sur le plan de la stratégie intérieure, le problème est celui d'une révolution démocratique-populaire à direction prolétarienne.

Mesures pratiques :

a) Le programme du parti doit être complètement refait, d'abord fragmentairement, et sur la base d'enquêtes militantes dans les entreprises, à la campagne, etc. Il doit résulter d'une

analyse des classes dans la formation sociale française, et se présenter comme un programme de front uni pour le renversement de la dictature bourgeoise gaulliste.

b) On repoussera énergiquement, dans la phase actuelle de la lutte, toute forme d'alliance *au sommet* avec les organisations révisionnistes (P.C.F.) comme avec les débris de la social-démocratie. On critiquera sans relâche, et tout spécialement dans la classe ouvrière, la pratique opportuniste et liquidatrice de ces organisations.

c) Les alliés principaux, à la phase actuelle de la lutte, sont les militants marxistes-léninistes, souvent dispersés, et les militants des comités d'action. Le P.S.U. organisera, localement et nationalement, des conférences démocratiques avec ces militants. Il s'efforcera de limiter les effets du sectarisme, et de participer à la coordination des luttes concrètes.

d) Le parti interviendra dans toute lutte de masse, quelle qu'elle soit, et appuiera sans réserve les initiatives des masses ouvrières, paysannes, étudiantes, violentes ou non. Il tiendra un bilan permanent de ces luttes et en tirera des leçons tactiques, spécialement en ce qui concerne les formes violentes (résistance à la répression policière, auto-défense, action en direction de l'Armée, etc.).

Thèse V : Sur le plan de la stratégie internationale, le problème est celui d'un front uni anti-impérialiste et anti-révisionniste. Ce front vise à souder les luttes de classe conduites par les marxistes-léninistes contre la dictature des monopoles, et la lutte armée des peuples opprimés par l'impérialisme et son complice révisionniste.

Mesures pratiques : Le P.S.U. reconnaît dans la Chine la base principale, actuellement, de la stratégie révolutionnaire mondiale. En conséquence, il remanie complètement le système de ses liaisons internationales.

— Création de nouveaux liens avec le Parti Communiste-Chinois.

— Développement prioritaire des liens avec les mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes, en Europe comme ailleurs.

— Dans le Tiers-Monde, le P.S.U. prend comme critère l'organisation résolue de la lutte armée populaire anti-impérialiste.

— Le P.S.U. renonce aux liens sans principe avec des organisations pseudo-révolutionnaires (F.L.N. algérien, P.C. yougoslave, etc.), ou même fascistes (le Baas).

La préparation du congrès

La préparation du Congrès fut conduite de la façon suivante : la direction du parti publia dans *Tribune Socialiste*, l'hebdomadaire du P.S.U., les dix-sept thèses qu'elle entendait soumettre à la discussion des militants. Tandis qu'une tribune libre était ouverte dans les colonnes du journal, les sections examinèrent le document qui leur était proposé. Nous reproduisons ici deux documents diffusés dans le cadre de ce débat préparatoire : la tribune libre rédigée par le camarade Terray (Yvelines) et publiée par le n° 401 de *Tribune Socialiste*, et les remarques critiques sur les thèses élaborées par la section de Chatou-Croissy.

1) MARXISME-LENINISME OU SOCIAL-DEMOCRATIE : IL FAUT CHOISIR (EMMANUEL TERRAY).

Les thèses soumises par la direction du parti à la discussion des militants nous semblent, malgré leur apparente précision, esquisser le problème principal qu'affronte aujourd'hui le parti.

Quel est ce problème ? Les événements de mai ont montré, d'une part, que les dirigeants du P.C.F. ont tiré les conséquences politiques de leur révisionnisme idéologique et théorique, et qu'ils sont entièrement passés à l'opportunisme ; ils ont montré, d'autre part, que ces dirigeants conservent assez d'emprise sur la classe ouvrière pour être en mesure de faire échouer toute tentative révolutionnaire de conquête du pouvoir. Si l'on accepte l'idée que la classe ouvrière est la force principale de la lutte contre le capitalisme, la tâche prioritaire est aujourd'hui d'arracher la classe ouvrière à l'influence du P.C.F.

Or on peut attaquer les dirigeants du P.C.F. à partir de deux positions radicalement différentes ; on peut faire de leurs thèses et de leurs comportements une critique de droite et une critique de gauche.

La critique de droite consiste à devancer les dirigeants du P.C.F. sur la voie où ils sont engagés. Sur le plan théorique, elle transforme le marxisme en une vague philosophie humaniste dont la notion centrale est celle d'aliénation. Sur le plan

de l'analyse sociale, elle développe un ensemble de thèses de style technocratique et moderniste : nous entrions dans un nouveau stade du capitalisme, le capitalisme monopoliste d'Etat ; celui-ci serait capable de nous conduire à la société de consommation ; pour lutter contre lui, il faudrait s'attaquer moins à l'Etat qu'à ceux qui le contrôlent, c'est-à-dire aux monopoles, donc conquérir les uns après les autres les « pôles de décision » économiques. La direction de cette lutte devrait être partagée entre la classe ouvrière et les ingénieurs, cadres, universitaires (chercheurs, etc. : en effet, la science étant devenue une force productive directe, les « travailleurs scientifiques » sont du même coup devenus des producteurs directs, capables autant que les ouvriers de conduire le combat révolutionnaire. Enfin, la critique de droite affirme que dans un pays capitaliste développé, le passage au socialisme ne peut être que pacifique, voire électoral, et, sous couleur de renoncer au parti unique, elle abandonne en fait la thèse selon laquelle, après conquête du pouvoir, une dictature du prolétariat sera nécessaire pour mettre en échec les tentatives de restauration du capitalisme.

Quant à la critique de gauche, il faut d'abord préciser que malgré les apparences, elle ne doit rien aux thèses répétées depuis plusieurs décennies par nos camarades trotskystes. Ceux-ci voient dans « la bureaucratie » la source unique des maux dont souffre le mouvement ouvrier. « Renversons les bureaucrates, disent-ils, et tous les problèmes seront résolus. » Mais leur bataille contre les bureaucraties se confond chaque jour davantage avec la bataille des anarchistes contre toute forme d'organisation. On commence par critiquer la bureaucratie, et on finit par contester la nécessité d'un parti d'avant-garde assurant la direction politique des luttes. On fait ainsi le jeu des tendances petites-bourgeoises qui ont tant freiné par le passé le développement du mouvement ouvrier français.

En fait, la critique de gauche consiste simplement à rappeler les principes fondamentaux du marxisme-léninisme ; à réaffirmer le caractère scientifique du matérialisme historique et à empêcher sa métamorphose en idéologie petite-bourgeoise ; à montrer que le capitalisme n'a pas changé de nature, que les principaux procès qui le caractérisent — l'exploitation des travailleurs, la concurrence entre les capitalistes, la concentration du capital, etc., se poursuivent à une échelle jusqu'à présent inconnue ; à souligner que la révolution commence par la conquête du pouvoir politique et la destruction de l'Etat bourgeois ; que la classe ouvrière reste la force décisive du combat révolutionnaire. La critique de gauche maintient fermement les principes léninistes en matière d'organisation : nécessité d'un parti d'avant-garde fondé sur le centralisme démocratique. Elle rejette enfin toutes les illusions concernant la possibilité d'un passage pacifique au socialisme et l'inutilité de la dictature du prolétariat.

On remarquera que la même analyse peut être conduite à l'échelle mondiale. L'intervention soviétique à Prague marque le passage de l'U.R.S.S. à ce que l'on pourrait appeler le social-impérialisme, qui n'est qu'une variante de l'impérialisme tout court. Mais de cette dégénérescence de l'Etat soviétique, deux critiques peuvent être faites : l'une de droite, yougoslave ou tchécoslovaque, mettant l'accent sur les libertés formelles chères aux intellectuels petits-bourgeois et sur une réforme économique visant à rétablir les lois du marché et à rendre au profit son

rôle déterminant ; l'autre, de gauche, dont les 25 points du Parti Communiste Chinois sont l'expression la plus claire.

Entre ces deux critiques, un choix est nécessaire et inéluctable. La première mène en effet à la création d'une vaste social-démocratie de « gauche » qui, au mieux, deviendra un parti réformiste avec réformes, analogue au Labour Party de 1945. L'autre conduit à la reconstitution d'un grand parti marxiste-léniniste visant à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat. Les organisations marxistes-léninistes existantes ne préfigurent que de très loin et de façon déformée ce futur parti dont la création peut et doit être préparée dans des secteurs très divers du mouvement ouvrier français, et en particulier dans le P.S.U. Or, le P.S.U. n'a pas choisi entre ces deux critiques, d'où l'ambiguïté de sa position actuelle : tandis que certaines de ses pratiques — la part qu'il a prise au mouvement de mai, le soutien qu'il accorde à la lutte des lycéens, l'appui qu'il apporte aux combattants vietnamiens et palestiniens — vont dans le sens de la critique de gauche, la plupart de ses analyses — sur les transformations du capitalisme, la nature du pouvoir dans la société bourgeoise, le rôle des cadres, etc. — correspondent à la critique de droite. Cette ambiguïté provoque un malaise aussi bien chez les militants « de gauche », auxquels le parti ne fournit pas les justifications politiques qui permettraient d'éclairer leur pratique que chez les militants « de droite », qui observent avec une irritation croissante le décalage entre les analyses du parti et son comportement réel.

Ce malaise ne sera surmonté ni par la fausse unanimité des thèses, qui esquivent le débat au profit d'une prétendue troisième voie, dont nous montrerons bientôt le caractère illusoire, ni par la reconstitution de tendances avec tout leur cortège de manipulations bureaucratiques. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention de former une fraction, d'opposer un texte aux thèses de la direction du parti, et de nous porter candidats sur cette base à quelque responsabilité que ce soit : imaginer que des problèmes de cette nature pourraient être résolus par des votes de congrès, ce serait céder au crétinisme parlementaire. Nous nous en tiendrons donc à quelques amendements qui nous permettront de défendre nos thèses.

En revanche, nous demandons qu'à l'occasion du congrès une large discussion s'ouvre sur les questions soulevées ici ; qu'en attendant celles des pratiques du parti qui correspondent à la critique de gauche soient développées et accentuées ; qu'enfin les alliances du parti préparent la naissance de ce grand parti marxiste-léniniste que nous avons à construire ; autrement dit qu'une lutte résolue soit engagée contre la social-démocratie de gauche sous toutes ses formes, et que les organisations et militants marxistes-léninistes soient pour nous des alliés privilégiés.

2) REMARQUES CRITIQUES SUR LES THESES (PRESENTEES PAR LA MAJORITE DE LA SECTION de CHATOU-CROISSY).

La section de Chatou-Croissy dénonce le caractère équivoque et souvent contradictoire des thèses soumises à la discussion

des militants par la direction du Parti. Ces thèses représentent un savant compromis entre une ligne politique et des analyses inspirées par le marxisme révolutionnaire d'une part, une ligne politique et des analyses inspirées par le réformisme moderniste d'autre part. Elles semblent n'avoir d'autre but que de sauver l'unanimité au sein du parti, en évitant de discuter au fond des choix qui s'offrent à lui.

La section de Chatou estime qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'opposer aux thèses des contre-thèses ou des amendements. Elle ne réunit pas les compétences nécessaires pour définir dans tous les domaines ce que devrait être la ligne du parti. Par ailleurs les thèses présentent un tel degré de cohérence dans l'équivoque qu'il n'est pas possible de les amender sur tel ou tel point sans jeter bas tout l'édifice. Enfin et surtout, la rédaction de contre-thèses ou d'amendements favoriserait une cristallisation en tendances que la section souhaite par-dessus tout éviter, sachant bien que ce serait la voie la plus sûre pour étouffer le débat.

Aussi la section de Chatou se bornera à opposer aux thèses les plus importantes un certain nombre de *remarques critiques* qui, si elles obtiennent l'accord du Congrès Fédéral, pourront alimenter les interventions des délégués des Yvelines au Congrès National.

THESE 5 (EXTRAITS)

• 1. — L'union des forces sociales qui ont un intérêt commun à la disparition du système capitaliste ne peut être réalisée que dans l'action pour la construction de la société capitaliste. C'est une autre stratégie que met en avant le Parti Communiste : pour lui, le passage au socialisme dépend de l'établissement préalable d'une « démocratie avancée ». Cela implique à ses yeux la formation de la plus large coalition, donc l'alliance avec des couches sociales non capitalistes mais dont les intérêts actuels sont liés au système de profit et de propriété privée, et qui remettent en cause les excès de la concentration et de l'étatisation mais non le capitalisme lui-même.

Cette stratégie n'est pas profondément différente de celle qui a présidé à l'établissement de certaines « démocraties populaires » aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Dans un premier temps, on cherche à affaiblir le pouvoir central en l'enfermant dans le système parlementaire classique ; dans un second temps, le Parti Communiste s'empare lui-même des leviers de commande, avec le concours de formations secondaires. Nous ne saurions nous prêter à une telle stratégie ; les luttes que nous menons préfigurent le type de société que nous voulons construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

• 2. — *Mais il est vrai que le passage au socialisme dépend nécessairement de la transformation du pouvoir central. La conquête du pouvoir au niveau des collectivités décentralisées et des unités de production resterait illusoire ou éphémère si elle*

ne s'accompagnait d'une mainmise des forces populaires sur l'appareil central de l'Etat. Pour abattre le capitalisme, les luttes doivent être menées en même temps au sommet et à la base : celles qui visent à transformer les réalités du travail, la nature de la production et le système de relations ou d'échanges entre les hommes ne peuvent attendre la conclusion des luttes qui visent à prendre en charge l'appareil d'Etat, les centres de décision économique et les principaux centres d'information. Mais leur sens en dépend. Avant comme après la prise du pouvoir par les forces socialistes, il convient de laisser jouer cette dialectique entre le mouvement de masse des travailleurs et les institutions politiques. Il ne saurait donc y avoir de modèle unique de passage au socialisme, même à l'intérieur d'un seul pays : le mouvement de mai 1968 ne correspondait pas à celui du Front Populaire de 1936.

• 3. — Cette perspective implique un double refus :

— après la prise du pouvoir, le refus de contraindre les organisations de masse, et en particulier les syndicats, à se conformer à la politique définie par le seul pouvoir central ;

— avant la prise du pouvoir : le refus de se laisser enfermer dans un jeu parlementaire trop éloigné des luttes à la base et du mouvement des masses.

Dans une société socialiste, le suffrage universel serait l'un des moyens privilégiés pour déterminer à tous les échelons les choix politiques et économiques de la collectivité tout entière. Dans la société actuelle, dominée par le pouvoir du capital et par les moyens d'information, de propagande et de conditionnement culturel à son service, le suffrage universel ne permet pas plus l'expression des intérêts du peuple que la demande sur le marché, faussée par la publicité des entreprises et par leurs choix de production ne révèle la véritable hiérarchie des besoins objectifs.

Toutefois, le suffrage universel peut refléter, dans une certaine mesure, le rapport des forces. Il est donc impossible de négliger les batailles électorales mais leur importance dépend de la conjoncture. Elles peuvent contribuer à relancer le rapport de forces dans un sens favorable aux travailleurs : on l'a vu après les grèves qui ont pu se dérouler après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Wilson en Angleterre, ou du Front Populaire en France. Elles peuvent mettre en cause plus directement le pouvoir central et soutenir les forces socialistes qui s'expriment à travers les luttes sociales. En cas de victoire, elles peuvent permettre à ces forces de contrôler l'appareil d'Etat et certains centres de décision ou d'information.

Mais l'exercice du gouvernement, conséquence d'une éventuelle conquête de la majorité parlementaire, ne saurait être confondu avec la conquête du pouvoir réel. Dans la société capitaliste moderne, les décisions les plus importantes sur le plan politique, économique et social ne sont pas prises au niveau des organes représentatifs, mais en dehors des institutions proprement dites, dans les centres de consultation entre les directions capitalistes et les organes de l'Etat. Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'Etat, mais dans sa

direction de l'économie à travers l'appropriation privée des moyens de production. Si le contrôle des organes du gouvernement constitue un facteur décisif pour un aboutissement victorieux de la lutte, la conquête effective du pouvoir implique en fait le changement des rapports de forces à tous les échelons et tout d'abord au niveau des entreprises elles-mêmes.

REMARQUE SUR LA THESE 5

Les paragraphes 2 et 3 sont contradictoires.

Le premier dit : « La conquête du pouvoir au niveau des collectifs décentralisés et des unités de production resterait illusoire ou éphémère si elle ne s'accompagnait pas d'une mainmise des forces populaires sur l'appareil central de l'Etat. »

Le second dit : « Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'Etat mais dans sa direction de l'économie à travers l'appropriation privée des moyens de production. »

Comme le contexte le montre, ce second paragraphe s'appuie implicitement sur la théorie des centres de décision, des contre-pouvoirs et des contre-plans dont le caractère réformiste n'est plus à démontrer. Il faut donc le supprimer et développer au contraire le premier, en rappelant que la conquête et la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois est la condition nécessaire et préalable de la révolution socialiste.

THESE 6 (EXTRAITS)

• 2. — Les révolutions socialistes qui ont jusqu'à présent triomphé de l'adversaire capitaliste, sauf le cas des révolutions exportées en Europe de l'Est, ont toutes eu lieu dans des pays économiquement peu développés. La plupart ont dû faire face à d'énormes difficultés économiques et sociales, suscitées par le bas niveau des forces productives ou par des interventions étrangères. La recherche d'une industrialisation rapide à partir de bases de départ réduites, la nécessité de transformer des masses paysannes considérables au niveau culturel faible, en travailleurs de la grande industrie, ont exigé des sacrifices tels qu'ils entraînaient inéluctablement un processus de bureaucratisation. En U.R.S.S. en particulier, l'incapacité où se trouvait la classe ouvrière d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir, a permis aux tendances autoritaires de triompher au sein d'un Parti Communiste et de s'affranchir, sous Staline, de tout contre-poids démocratique. Il en est résulté un édifice social ultra-hiérarchisé, rappelant certains des pires aspects du capitalisme, et dans lequel les travailleurs sont privés des moyens élémentaires d'expression politique...

Dans l'agriculture, la distribution, certains services, les formules coopératives ou communautaires ont fait leurs preuves. Elle devront être encouragées et développées. Dans le reste de

l'appareil de production, le problème-clé est le contrôle démocratique des décisions des entreprises. Là où les techniques de production ou le niveau de qualification élevé des travailleurs le permet, l'autogestion, c'est-à-dire la prise des décisions essentielles, le choix des directeurs et leur révocabilité par des conseils élus par les travailleurs de l'entreprise, devra être mise en place. Partout ailleurs, à chaque niveau de l'entreprise (atelier, département, usine, groupe) les directions resteront nommées, mais des représentations ouvrières devront exercer sur les décisions un contrôle sanctionné par un droit de veto. Le mouvement syndical de son côté restera libre de contester la gestion comme d'en faire évoluer les conditions par des accords contractuels. Le passage à l'autogestion complète pourra se faire sur la demande des travailleurs, après l'approbation de la collectivité régionale, tutrice des entreprises en ce qui concerne le respect de la légalité socialiste comme l'application du plan...

• 10. — En pays développé, un système économique socialiste ne peut trouver son équilibre que grâce à la complète liberté d'expression de tous les intérêts que la planification entend prendre en considération. C'est en outre seulement par la clarté de l'information que l'opinion pourra être convaincue de la justesse des choix économiques faits. Trois types de disposition doivent assurer l'exercice complet de cette liberté et faire ainsi de la société socialiste cette société d'hommes libres qu'il est impossible au capitalisme de devenir.

En premier lieu la liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision et par celui des services nécessaires à la presse écrite, elle sera complétée par les libertés syndicales et d'association dont la collectivité publique garantira les moyens d'exercice.

En second lieu, la liberté résultera également de la diminution des fonctions de l'Etat central. Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'Etat devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante, soit au profit de services publics autogérés, soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimension régionale : logement, etc.) ou locales.

En troisième lieu et par-delà le débat entre les partis politiques, le mouvement syndical conservera une fonction de contestation sans être directement impliqué dans la gestion économique...

REMARQUES SUR LA THESE 6

La thèse 6 contient toute une série de concessions :

- a) aux thèses trotskystes sur la bureaucratie ;
- b) aux thèses anarchistes sur l'autogestion.

En ce qui concerne le premier point, c'est une mystification que d'expliquer par la bureaucratisation l'histoire récente de

l'U.R.S.S. La bureaucratisation peut être un effet, elle ne peut pas être une cause. Ce qui est ici en cause, c'est l'existence d'un *décalage entre des forces productives* qui restent identiques à celle du capitalisme dans la mesure où elles continuent d'impliquer une séparation des fonctions d'exécution et des fonctions de contrôle et des rapports de production qui tendent à être socialistes ou se présentent comme tels. Ou bien ce retard des forces productives sur les rapports de production est nié, et en ce cas les rapports de production régressent jusqu'au niveau des forces productives ; on assiste alors à un processus de *restauration du capitalisme* sous une forme étatique, centralisée et planificatrice comme en U.R.S.S. ou sous une forme plus libérale comme en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. Ou bien ce retard est reconnu, et l'on met en place les mécanismes politiques qui permettent de le combler, tels la révolution culturelle chinoise.

En ce qui concerne l'autogestion, on ne saurait oublier que sa possibilité dépend du degré d'évolution des forces productives, et que si l'autogestion est facile à mettre en place dans les exploitations agricoles ou de petites entreprises indépendantes, elle est beaucoup plus difficile à concevoir dans des entreprises aussi complexes que la Régie Renault ou dans les services publics tels que l'E.D.F., la S.N.C.F., etc.

En fait la thèse met en avant une théorie économiste de la société socialiste, et esquivé le problème fondamental de la construction du socialisme qui est : comment confier aux masses l'exercice du pouvoir politique ? Une étude attentive de la révolution culturelle chinoise aurait pourtant permis au Parti d'accomplir sur ce point d'importants progrès. Certes les formes revêtues par la révolution culturelle chinoise ne sauraient être transposées telles quelles dans notre pays ; mais la révolution culturelle constitue une réponse originale et positive à un problème que toute révolution socialiste doit affronter à un moment donné de son développement : comment éviter la reconstitution d'une bourgeoisie au sein du système socialiste, comment mettre les masses elles-mêmes au pouvoir ? L'histoire récente de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires le montre bien : révisionnisme et restauration du capitalisme, ou révolution culturelle, il n'y a pas d'autre choix.

Par ailleurs, et sans doute pour ne pas effrayer les petits-bourgeois libéraux qu'elle compte attirer dans nos rangs, la Direction du Parti esquivé dans cette thèse le problème de la dictature du prolétariat.

Il est évident qu'après la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, la bourgeoisie disposera pendant une longue période de positions de forces dans l'économie, dans l'appareil de l'Etat, dans l'information, dans l'Université, etc. Elle conservera largement le monopole des connaissances économiques, techniques, etc. nécessaires à la gestion des entreprises et de l'économie. Elle bénéficiera enfin de l'appui du capitalisme international. Elle multipliera les tentatives pacifiques ou violentes, légales ou illégales, de reconquête du pouvoir.

La classe ouvrière devra faire face à ces tentatives, d'une part en utilisant toutes les ressources de la légalité socialiste, d'autre part en répondant à la violence par la violence. Elle n'accordera liberté d'expression et d'organisation qu'à ceux de ses adversaires qui respecteront effectivement la légalité socia-

liste et les décisions populaires. *C'est en cela que consiste la dictature du prolétariat.* Celle-ci sera exercée non seulement par l'Etat socialiste, mais surtout par la classe ouvrière elle-même organisée dans son Parti, dans ses syndicats, dans ses conseils d'entreprise ou de quartier, etc. Si la classe ouvrière est amenée à confier telle ou telle tâche spécialisée à des délégués, ceux-ci devront être soumis à un contrôle permanent de la part des comités de base : ils seront élus par ces comités, responsables devant eux et révocables à tout instant.

C'est seulement lorsque les dernières tentatives de restauration ou capitalisme, qu'elles viennent de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, auront été écrasées que pourra commencer le procès de dépérissement de l'Etat.

THESE 14

LA THESE 14 PORTAIT SUR L'ORGANISATION DU PARTI REMARQUES SUR LA THESE 14

Le problème central est aujourd'hui de placer le Parti sur une ligne effectivement prolétarienne. A cette fin, le Parti consacra pendant un an ou deux l'essentiel de ses moyens en argent et en personnel à la formation théorique et politique générale de militants ouvriers recrutés parmi les sections d'entreprise du Parti. Ces sections désigneront ceux de leurs membres qui ont fait leurs preuves dans les luttes concrètes sur le plan de l'entreprise, en particulier pendant la grève de Mai.

A l'issue de cette période, les militants ainsi formés devront constituer au minimum la moitié des effectifs des directions nationales et fédérales.

3

Le VI^e congrès du P.S.U.

PROJET D'INTERVENTION D'ALAIN BADIOU AU 6^e CONGRES DU P.S.U.

Camarades,

La direction de notre parti soumet au congrès un certain nombre de thèses. Le mot « thèse » a, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien, de glorieuses références : que l'on songe seulement aux « thèses d'Avril » par lesquelles Lénine intervenait, de façon décisive, dans le déroulement du processus révolutionnaire en Russie. Nous aimerions, certes, que les thèses qui nous sont soumises s'inscrivent dans cette tradition.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. On objectera, bien entendu, que les circonstances ne sont plus les mêmes. Sans doute, sans doute ! Néanmoins, nous ne sommes pas non plus à n'importe quelle période de la lutte des classes en France. Nous ne devons pas juger les thèses comme un document académique quelconque : nous sommes après la tempête révolutionnaire de Mai 68, nous sommes dans les effets prolongés, décisifs, de cette tempête. Et nos thèses ne seraient rien si elle ne concentraient pas l'apport considérable de cette période quant aux perspectives révolutionnaires en France ; si elles ne prenaient pas acte de tout ce que les masses elles-mêmes ont pratiqué et inventé dans le cours de leur formidable lutte ; si elles ne nous fixaient pas de façon claire les objectifs et les formes de combat qu'exige le « moment actuel ».

Je dis que, sous tous ces rapports, les thèses qui nous sont proposées sont *politiquement inutilisables*.

A quoi ces thèses pourraient-elles, devraient-elles servir ? Elles devraient, à la lumière d'une analyse de la situation concrète — c'est-à-dire du rapport des forces dans la lutte des classes après Mai —

1. En raison de la réglementation du temps de parole, ce texte n'a pu être réellement lu au Congrès de Dijon. Notre camarade Badiou a cependant indiqué la plupart de ses orientations, au cours de trois interventions assez brèves.

1) contribuer à l'armement idéologique et politique de la classe ouvrière et de ses alliés, principalement, dans la phase actuelle, le « mouvement étudiant ».

2) Fixer les objectifs immédiats de la lutte, c'est-à-dire prévoir les formes principales que doit revêtir la prise en main politique de la lutte des classes.

Je ne pense pas que, dans leur forme actuelle, les thèses nous fassent beaucoup avancer sur l'un ou l'autre de ces points.

En ce qui concerne la première tâche, elle s'est trouvée bloquée dès le départ. La direction du parti a en effet tenu à nous présenter un document unanime. Or comment cela est-il possible ? Comment l'accord sur des questions de principes a-t-il soudain pu se faire entre des camarades comme Rocard, représentant le socialisme « moderniste » et technocratique, et des camarades comme Vincent, qui se réclament d'un marxisme anti-bureaucratique à teinture trotskysante ? Ou entre la pratique légaliste souple de certains camarades, et le soutien inconditionnel aux « gauchistes », préconisé, par exemple, par Heurgon ? La vérité est que la coalition hétéroclite qui nous tient lieu de direction a davantage cherché les moyens de maintenir son équilibre, c'est-à-dire son pouvoir, que les moyens de porter à un niveau supérieur les luttes politiques en cours. Et pour que cet équilibre sans principe soit préservé, il était indispensable de masquer les divergences d'élaborer un compromis boiteux, et de contraindre le congrès à étudier un document si long, si diffus et si contradictoire, que les vraies questions, les choix simples, mais fondamentaux, ne pouvaient qu'être obscurcis ou empêchés.

La triste vérité, la voici : notre parti a choisi d'intervenir, dans une période de luttes des classes aiguës, en esquivant le débat idéologique. Naturellement, ce débat devait partir de la pratique, ce que du reste les thèses ne font pas non plus. Il devait s'enraciner dans les questions du moment. Quelle est la vraie nature de la révolte étudiante ? Quelle est la cible principale de la révolte des jeunes ouvriers ? Quelles leçons doit-on tirer des formes d'organisation dont le mouvement de masse s'est doté, assemblées générales, comités d'action, comités de liaison étudiants-ouvriers ? Que se passe-t-il aujourd'hui au Mans, à Sochaux, que sont exactement les « comités de base » dans les ateliers et les entreprises ? Quels sont la vraie nature, les objectifs, les formes d'action, des organisations révolutionnaires : Cercles Rouge, Gauche Prolétarienne, Humanité Rouge ? Tel aurait dû être le bilan concret à partir duquel déterminer les problèmes réels de la guerre des classes prolongée à laquelle Mai nous a brutalement reconduits. A travers ces analyses, nous aurions pu poser de façon concrète les questions théoriques que les thèses, ou bien nous forcent d'aborder de manière académique (base sociale des forces socialistes, problème de la violence), ou bien escamotent complètement (nature de classe du pouvoir d'Etat).

Camarades, ne nous y trompons pas : la question de la lutte idéologique dans le parti est une question de première importance aujourd'hui. La façon dont le développement de cette lutte a été entravé et limité par la direction nationale doit être sévèrement critiquée. Naturellement, la presse bourgeoise comme la presse révisionniste font les gorges chaudes quand cette lutte

se déploie au grand jour, quand elle mobilise réellement les militants. Ils multiplient les plaisanteries sur la « division » des révolutionnaires, sur leur « manque de sérieux », sur leurs « querelles sectaires » etc. Ce n'est pas nouveau : avant la guerre des 14, les pontifes de la 2^e Internationale, fiers de leurs grosses machines à fabriquer des parlementaires, se moquaient des après débats du parti russe, après débats sur des questions de principe, après débats où Lénine tenait la place que l'on sait. Mais ces mêmes pontifes sombrèrent corps et biens dans le chauvinisme et la contre-révolution — exactement comme les pontifes du P.C.F. ont, en Mai, fait des pieds et des mains pour liquider le mouvement gréviste de masse, et retourner se faire rosser à la mangeoire électorale — Mais le parti russe, renforcé par ses luttes internes incessantes, trempé et aguerri par une vigilance idéologique et pratique de tous les instants, a mené le prolétariat à la victoire.

L'argument de « l'unité du parti avant tout » est un argument bourgeois, un oubli de la lutte des classes, un abandon de l'esprit de révolte. Nous voulons être un instrument de la lutte des classes, au service du peuple : commençons par reconnaître que la lutte des classes se mène aussi dans le parti, ne soyons pas comme ces autorités académiques « de gauche » qui voient la lutte des classes partout, sauf sous leurs pieds, à l'Université, et qui s'effarouchent dès que les masses étudiantes ou lycéennes malmènent quelque peu l'autorité soi-disant « scientifique » dont ils se croient les intouchables porteurs.

Nous ne servirons efficacement les luttes populaires que si la lutte idéologique entre nous est ouverte, franche, complète. Si nous la mesurons, pas après pas, à la réalité des luttes militantes.

Entre l'économisme des « réformes de structure » et le marxisme révolutionnaire ; entre les manœuvres « d'unité de la gauche » et la construction à la base, dans l'expérience des luttes violentes, d'une organisation communiste de type nouveau ; entre le respect des « compétences » techniques ou le fétichisme des « nouveaux cadres », et la dictature du prolétariat, il n'y a pas différence d'opinion, nuances d'appréciation sur on ne sait quel « courant socialiste » : il y a affrontement résolu entre une ligne politique bourgeoise et une ligne politique prolétarienne.

Prenons-y garde : la fuite devant la lutte idéologique a toujours été le signe avant-coureur de la dégénérescence social-démocrate. Les questions idéologiques ne sont pas, pour un parti révolutionnaire, de paisibles controverses « doctrinales » : si elles le sont, ou le deviennent, c'est que la dégénérescence est fort avancée. Les questions idéologiques sont des questions de vie ou de mort : une organisation vivante fuit comme la peste le style du club, le style de l'amicale social-démocrate, les larimolements sentimentaux et démagogiques sur le « respect » mutuel qu'on se doit entre camarades. La fraternité militante est d'une autre trempe. Elle n'exclut pas, mais exige, qu'on « ose penser, qu'on ose agir », et qu'on aille jusqu'au bout de sa pratique, sans ménager personne.

Les thèses sont éloignées au possible de ce style de combat. Molles et traînantes, elles trahissent la peur de voir mis en pièce le laborieux compromis dont on croit qu'il nous fait vivre, alors qu'il nous fait mourir à petit feu.

Le prix à payer pour cette mauvaise médication à usage interne est comme il se doit le très faible pouvoir mobilisateur de ce texte, l'impossibilité d'en définir l'usage militant, bref le caractère doctrinal, au mauvais sens du terme : coupé de la pratique dans les masses. Le résultat ne se fera pas attendre : un pareil texte, comme tant de professions de foi des vieux partis socialistes, comme tant de programmes figolés, laisse le champ libre à l'opportunisme quotidien. Il ne commande ni n'interdit rien, et permet à chacun de faire ce qu'il veut dans son petit secteur. Or c'est là le plus grave travers de notre parti. Il porte un nom : le libéralisme. Combattre le libéralisme est le devoir numéro un du dirigeant, du militant socialiste. Nos thèses s'y dérobent entièrement.

Ce qu'elles ne font pas sur le plan idéologique, les thèses le font-elles au moins sur le plan tactique, et en ce qui concerne les mots d'ordre d'action ? L'unité retrouve-t-elle à ce niveau ses vertus ordinaires ? Je ne le crois pas. Et cela pour une raison capitale : les thèses ne tirent pas les leçons de Mai, elles étudent les deux problèmes principaux mis à l'ordre du jour par la crise révolutionnaire, celui de son déclenchement, et celui de son issue provisoire.

Sur le premier point, le parti aurait dû mener une enquête soutenue pour condenser les idées des masses dans trois directions principales :

— Comment caractériser la révolte idéologique de la jeunesse scolarisée à l'époque de la décadence générale de l'impérialisme ? Quelles en sont les composantes (part respective du courant réformateur-moderniste et du courant révolutionnaire-anti-capitaliste) ? Quel type d'action faut-il encourager pour renforcer son pouvoir de désagrégation de l'autorité bourgeoise ?

— Quels ont été, dans les usines, les grands magasins, les bureaux, les véritables initiateurs de la grève, et ceux qui ont affiché dans la pratique le désir de continuer le combat jusqu'au bout ? Que pensaient-ils, et que pensent-ils, du comportement des « autorités » syndicales ? Quelles formes d'action avaient et ont leur préférence, y compris parmi celles que les directions syndicales ont délibérément bloqué, alors qu'elles avaient tendance à se généraliser (exemple-type : la séquestration des patrons) ?

— Quel bilan concret peut-on faire des tentatives de fusion des luttes étudiantes et des luttes ouvrières ? Comment *aujourd'hui* peut-on pratiquer ce problème, et en faire avancer la solution ?

Sur le second point, le parti aurait dû s'interroger sur les voies et moyens de la conquête du pouvoir d'Etat, *compte tenu de la pratique ouvertement contre-révolutionnaire de la direction du P.C.F.* Ce problème était pour une part celui des moyens : quel type supérieur de violence aurait pu développer les contradictions ? Quels mots d'ordre activistes le parti avait-il le pouvoir, et le devoir, de lancer, à telle ou telle phase de la crise ? Mais ce problème était largement aussi celui de l'initiative centrale, de l'absence d'un « quartier général » du camp de la révolution. Cette initiative, l'appareil de la C.G.T. l'a finalement ressaisie et conservée, à des fins, il est vrai, négatives et représ-

sives. Ce fait aurait dû nous amener à de très sérieuses réflexions sur notre impuissance, notre faible unité idéologique et politique, l'insuffisance dramatique de notre liaison aux masses en lutte. Il devrait aujourd'hui nous conduire à une révision complète de notre style de travail.

Mais là encore, *l'autocritique*, cette vertu première des organisations prolétariennes, est remplacée par l'auto-satisfaction généralisée, et l'aigreur impuissante à l'égard des « grands appareils traditionnels ». Camarades, les tâches révolutionnaires sont les nôtres. Nous devons tirer franchement et complètement les leçons de nos insuffisances, et ne plus être la mouche du coche du P.C.F. : ce chariot-là, prenons en notre parti, est désormais dans le camp adverse.

Dans ces conditions, le texte qui nous est proposé n'est pas susceptible d'être amendé : à quoi bon ajouter encore à sa longueur et à ses contradictions ? Ce texte mou, et qui ne fixe pas un ordre applicable de tâches militantes, ressemble à un habit d'arlequin : y coudre de nouvelles pièces n'en change pas la nature, au contraire.

Nous proposons donc au congrès d'en rejeter au moins les parties où se concentrent ses principaux défauts politiques, soit les thèses 4 et 6, ce qui ne veut pas dire que les autres thèses soient de bien meilleure farine. A notre sens cependant, le désaveu de la direction nationale sur ces thèses, et la large discussion qui suivrait dans le parti, poseraient finalement le problème dans son ensemble. Il apparaît en effet clairement :

— que la thèse 4 sert d'*alibi théorique* à la prétention de notre parti à se déclarer « parti socialiste », sans se soucier trop de sa véritable nature de classe.

— que la thèse 6 reproduit la traditionnelle obstination des partis réformistes à laisser de côté le problème du pouvoir d'Etat.

(Sur ces points, voir l'Annexe 1 : motion de renvoi, motivée, des Thèses 4 et 6).

A propos du débat en commission sur la Thèse 4, je voudrais en faire un petit commentaire. Comme on sait, dans tous ces débats, la direction nationale, toutes « tendances » réunies, a monté bonne garde autour de son compromis, et fait rejeter les amendements ou contre — propositions qui pouvaient le remettre en cause. Dans notre commission, Rocard, à droite, surveillait Bridier sur sa gauche, et réciproquement, pour s'assurer qu'on ne lâchait pas du lest, soit aux tenants de la voie prolétarienne, soit aux tenants du réformisme technocratique. Il était comique de voir notre groupe reproduire en miniature l'oscillation caractéristique de la petite bourgeoisie, et la neutralisation bavarde qui en est le résultat inévitable.

A un moment toutefois, le ton est monté : Rocard a déclaré qu'il mènerait dans le parti une « lutte acharnée ». Voilà qui n'était pas pour nous déplaire. Et contre qui, contre quoi ? Contre, disait Rocard, ce qui a toujours été « la vérole du mouvement socialiste ». Encore mieux, mais de quoi s'agit-il ? De *l'ouvriérisme*. Je suppose que les agents de cette maladie honteuse étaient, dans l'esprit de Rocard, des camarades de notre espèce.

Et bien, disons-le nettement : il est très vrai que l'ouvriérisme est une maladie grave du mouvement révolutionnaire. Sur ce point, une fois n'est pas coutume, je marque mon accord avec le camarade Rocard. En mai 1968 encore, des camarades qui avaient et ont notre sympathie active, et plus que cela, les militants de l'ex-Union de la Jeunesse Marxiste-Léniniste, en ont été les victimes, lorsqu'ils ont cru pouvoir mépriser la révolte étudiante simplement parce qu'elle était « petite bourgeoise » et tournée vers l'Université.

Seulement, la question est de savoir ce qu'il faut entendre par ouvriérisme. C'est un mot qui a un contenu précis.

a) L'ouvriérisme, c'est d'abord une caractérisation sentimentale du prolétariat, par les « conditions de vie », par le misérabilisme, etc. Or nous savons parfaitement que la classe ouvrière se définit d'abord par la place qu'elle occupe dans le procès de production en régime capitaliste, ensuite par la conscience politique révolutionnaire qui lui est propre, et les luttes où cette conscience s'éprouve.

b) L'ouvriérisme, c'est ensuite la croyance aveugle en la spontanéité ouvrière, le suivisme à l'égard de la mentalité et des pratiques des ouvriers. Or nous savons que l'idéologie spontanée de la classe ouvrière est complexe, contradictoire. Qu'elle comporte des éléments réformistes, ou trade-unionistes, qu'il faut combattre ; des éléments de révolte violente et anarchiste sur lesquels il faut savoir s'appuyer, sans les suivre aveuglément ; des éléments enfin d'idéologie prolétarienne dite — le marxisme-léninisme —, fortifiés par une longue tradition historique de lutte organisée.

c) L'ouvriérisme enfin, c'est la croyance en la mission rédemptrice de la classe ouvrière *seule*, en sa capacité à mener jusqu'au bout, à *elle seule*, la révolution anti-capitaliste. Or nous savons que la révolution est l'œuvre du peuple, c'est-à-dire d'un front uni de plusieurs classes. Nous le savons si bien que nous posons comme tâche principale du moment actuel la fusion des luttes ouvrières et les luttes étudiantes, puis le ralliement à ce front des paysans pauvres.

Je ne crois pas que nous soyons ouvriéristes, en aucun des sens du terme.

La vraie question est de savoir *pourquoi* notre camarade Rocard utilise cet « argument ». Pourquoi en ce moment il estime utile de mener une lutte acharnée contre cet adversaire inexistant.

La vérité est probablement qu'en prétendant lutter contre l'ouvriérisme, le camarade Rocard essaie surtout de défendre sa propre position. Nous avons en effet rappelé avec insistance la fonction *directrice* du prolétariat, et de l'idéologie prolétarienne, dans le combat révolutionnaire. En nous traitant « d'ouvriéristes », Rocard exprimait en fait sa propre tendance

— à substituer la notion bourgeoise de « couche sociale » à celle, prolétarienne, de classe sociale ;

— à mettre *sur le même plan* des « couches » toutes différentes, allant des ouvriers proprement dit aux ingénieurs et aux pontes de l'université. Pour ce faire, il a fallu aux auteurs des thèses fabriquer une définition si élastique de la classe ouvrière qu'il ne faudrait pas insister beaucoup pour qu'y rentrent certains « petits » présidents-directeurs-généralx. — plus gravement, mais but de l'opération : à justifier que d'autres « couches » que le prolétariat puissent prétendre à la *direction* du combat révolutionnaire. C'est-à-dire, en fait, à justifier la prétention du P.S.U. — parti essentiellement petit-bourgeois, dans son recrutement comme dans son style de travail — à se considérer comme un parti révolutionnaire, à se considérer comme l'héritier principal de Mai, à revendiquer dans la pratique la direction du combat.

Ces illusions sont graves, et doivent être combattues. La question de la base de classe du P.S.U. doit explicitement être mise à l'ordre du jour.

Il est d'usage aujourd'hui, dans le parti, de réclamer à cor et à cri la « priorité à l'implantation dans les entreprises ». Cette redécouverte de la classe ouvrière n'est après tout que l'effet du mouvement de masse de Mai : on a bien dû constater que sans implantation solide dans le prolétariat, la capacité de combat d'un parti socialiste est très faible, et que ses mots d'ordre n'ont qu'une valeur idéale : seule la pratique de masse pourrait en effet les transformer en force matérielle.

Mais il est presque de règle que cette fameuse « priorité » soit présentée comme une mesure tactique, comme une technique d'accroissement de puissance. Or ce qui est en cause est tout différent : c'est purement et simplement le droit du parti à s'intituler parti révolutionnaire, la réalité pratique de cette appellation. Oui ou non, l'idéologie prolétarienne est-elle au poste de commandement dans notre organisation ? Tel est le véritable problème. La « priorité » ne peut pas être un *élément* d'une ligne politique prolétarienne. Elle est la *condition* préalable à l'existence d'une telle ligne. Ou bien notre parti se prolétarisera, ou bien il déperira en secte petite-bourgeoise inoffensive.

Regardons d'un peu près le document annexé au rapport de notre secrétaire général². On remarquera d'abord qu'il s'intitule « composition sociologique du P.S.U. », reproduisant ainsi sans modification les catégories de la « science » bourgeoise. J'aurais préféré « analyse de classe du P.S.U. ». On dira : mais alors, il faut grouper les gens autrement que par « professions ». Justement : la tâche *politique* de la direction aurait dû être de *transformer* les résultats bruts de l'enquête sociologique bourgeoise en une évaluation de la base de classe du parti.

Pour entreprendre ce travail, on doit clairement distinguer la petite-bourgeoisie ancienne, à laquelle appartiennent ceux dont l'activité relève d'un mode de production antérieur au capitalisme (paysans petits-producteurs, petits commerçants, artisans) ; et la petite bourgeoisie moderne, composée de ceux que l'on peut appeler les servants intellectuels du Capital : frange supérieure des techniciens et des employés, ingénieurs et cadres, fonctionnaires, enseignants, puis, par assimilation professionnelle et origine de classe, la grande masse des étudiants. Pourquoi ce

2. Voir l'annexe 2.

groupe mérite-t-il d'être caractérisé comme petit-bourgeois ? En raison de son comportement politique d'abord : il est par définition oscillant, partagé entre l'exploitation qu'il subit, et la peur de perdre ses privilèges, ballotté entre la bourgeoisie et le prolétariat. En raison de ses caractéristiques idéologiques d'autre part : fortement attaché aux mythes universels de l'intellectuel petit-bourgeois, « liberté », science, démocratie, individualisme incorrigible, etc.

Ceci étant dit, que constatons-nous ? Que le P.S.U. est en fait l'organisation de classe de la petite-bourgeoisie moderne. Elle est majoritaire parmi les adhérents (53 %) ; elle monopolise les postes de direction ; elle règne sur les militants d'autre provenance, qui forment des groupes limités et divisés : 15 % pour les ouvriers, 10 % pour la bourgeoisie et la petite bourgeoisie ancienne.

Ne cherchons pas plus loin le secret des résistances acharnées que rencontre, dans nos débats, l'idée d'en revenir à une définition stricte de la classe ouvrière : pour se déclarer parti socialiste révolutionnaire, le P.S.U. doit proclamer que la petite bourgeoisie moderne dont il représente les intérêts politiques, fait partie du prolétariat. Et le tour est joué : on peut s'installer dans l'oscillation entre réformisme et révolution, puisqu'on a la réalité de classe de l'un et les justifications pseudo-théoriques de l'autre.

Il faut en finir avec ces tours de force, et dire la vérité : le P.S.U. n'est pas un parti révolutionnaire. Il peut devenir un *milieu de combat*, parmi d'autres, pour la renaissance d'un tel parti, s'il mène en son sein une lutte acharnée contre la suffisance petite-bourgeoise, et se lie pleinement aux luttes ouvrières comme aux révoltes étudiantes anti-capitalistes.

Dans le moment actuel, rien n'est plus essentiel que d'entretenir dans l'activité militante du parti *l'esprit de révolte*, de mener des luttes qui aient valeur de test, d'épreuve, pour la fermeté idéologique et révolutionnaire de tous les camarades, comme déjà les luttes de Mai ont découragé certains qui n'étaient pas réellement préparés au grand vent de la guerre des classes. Le parti doit prêter la plus grande attention aux formes d'action à travers lesquelles se reconstitue aujourd'hui le sens du *combat* révolutionnaire : heurts avec la police, occupations de locaux, grèves « sauvages », autodéfense, prises de parole dans les lieux publics, interruption de meetings réactionnaires, etc. Ces actions, si elles ont un caractère de masse, même limité, ont une immense vertu éducatrice. Elles découragent la timidité petite-bourgeoise, et elles contribuent à révolutionnariser la mentalité et l'idéologie des militants.

De la même manière, le style de travail et de discussion à l'intérieur de parti doit éduquer et mettre à l'épreuve la fermeté et l'esprit d'initiative.

Du temps où nous participions plus ou moins aux palabres pour un « programme commun de toute la gauche », nous nous élevions contre le libéralisme du P.C.F. Ce parti avait coutume de dire : retenons ce qui nous unit, laissons de côté ce qui nous divise. Et nous disions : Non, il faut *justement* parler de ce qui nous divise. C'est le seul moyen d'avancer. Nous aurions pu dire aussi bien : de deux choses l'une, ou bien les contradictions entre nous sont des contradictions antagonistes, et alors il faut le savoir, car cela implique qu'aucun accord pratique véritable

n'est possible. Ou bien ces contradictions ne sont pas antagonistes, ces contradictions sont des contradictions au sein du peuple, et alors la discussion, le raisonnement avec faits à l'appui, *doivent* permettre de les surmonter.

Ce que nous disions à propos des contradictions entre nous et le P.C.F., nous devons le dire à propos des contradictions qui surgissent entre militants du parti, et à bien plus forte raison. Camarades, nous devons parler prioritairement de ce qui nous divise. Dans les discussions politiques et idéologiques, nous devons laisser de côté le fatras secondaire, ne pas noyer le poisson : nous devons aller droit aux grandes options simples qui donnent son vrai visage à un parti socialiste.

Nous proposons qu'un vaste débat s'engage dans tout le parti, débat dont ce congrès ne serait que le point de départ, sur les pratiques qui provoquent effectivement des clivages, sur les thèmes mis à l'ordre du jour par la vie elle-même, c'est-à-dire par la lutte des classes et la tempête révolutionnaire de Mai.

1^{er} thème : peut-on, oui ou non, se passer d'une référence permanente à l'idéologie prolétarienne, au marxisme-léninisme ? Peut-on définir notre action autrement que comme l'application créatrice du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la lutte des classes en France ? Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme, il n'est pas essentiellement contenu dans les livres, bien que les livres soient importants. Le marxisme-léninisme, c'est le concentré, à chacune de ses étapes, de l'expérience historique du prolétariat révolutionnaire. C'est le bilan théorique de cette expérience. C'est pourquoi un grand nom, celui d'un dirigeant révolutionnaire, caractérise chacune des grandes *époques* de la lutte. Soulignons entre parenthèses qu'une *époque* n'est pas une période limitée, un épisode tactique : c'est une tendance générale dominante, qui enveloppe des processus révolutionnaires multiples et prolongés, tout en désignant leur convergence stratégique. Marx, Engels, sont les grands guides et théoriciens de l'époque où le capitalisme devient le mode de production dominant à l'échelle mondiale, et où le prolétariat s'organise en classe révolutionnaire. Lénine est le grand guide et théoricien de l'époque de l'impérialisme, et de l'époque des révolutions prolétariennes. Mao Tsé-toung est le grand guide et théoricien de l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total, et où la révolution prolétarienne économique et politique se consolide et s'approfondit en révolution idéologique et culturelle. Marx, Lénine, Mao Tsé-toung : peut-on, oui ou non, et doit-on, considérer ces noms comme représentants, comme emblèmes, de la pratique et de la théorie révolutionnaires ?

2^e thème : la crise du capitalisme. Là encore, deux voies s'affrontent, et deux seulement. Faut-il retenir la vision économiciste, qui met l'accent sur le « développement prodigieux des techniques et des forces productives », sur les « mutations technologiques », sur le prétendu « néo-capitalisme » ? Faut-il en conclure, comme certains camarades, et comme les dirigeants du P.C.F., que les conditions générales de la lutte des classes se sont radicalement modifiées, que le prolétariat a changé de nature, que les « porteurs de science » ont un rôle progressiste particulier à jouer, que les revendications de « dignité » et de « pouvoir de décision dans l'entreprise » doivent être mises au

premier plan ? Ou faut-il considérer que le « néo-capitalisme » est une invention des technocrates bourgeois ; que Lénine a justement caractérisé l'Impérialisme comme stade *suprême* du capitalisme ; que de ce fait même, les prétendues « mutations » sont en dernière analyse, et à l'échelle du marché mondial et de la lutte des peuples, des phénomènes superficiels ; que les revendications « gestionnaires » sont des duperies qui détournent le prolétariat de sa mission révolutionnaire ; que ce qui est important n'est pas le développement des « *forces productives* » (d'ailleurs très contestable à l'échelle du système impérialiste, et si l'on veut bien échapper au provincialisme des « citadelles » capitalistes engraisées), mais bel et bien la décadence générale des *rapports de production* bourgeois, et en premier lieu de leur ciment idéologique : la hiérarchie, l'ordre, l'autorité, la propriété, le monopole du savoir « scientifique » etc. ; que le prodigieux essor des luttes étudiantes violentes résulte d'abord de cette décadence, et que les luttes ouvrières s'engouffrent également dans le discrédit général qui frappe l'autorité intellectuelle, morale et politique de la bourgeoisie agonisante et corrompue, discrédit qui rend l'exploitation capitaliste, immuable dans sa nature, de plus en plus insupportable, quelles que soient les apparentes « satisfactions matérielles » ?

3^e thème : La stratégie. Peut-on laisser plus longtemps se perpétuer l'illusion du « passage pacifique » vers le socialisme ? Peut-on, sous couvert d'une « théorie » des « multiples pouvoirs » escamoter le problème central de la conquête et de la destruction révolutionnaire de l'appareil d'Etat ? Mai n'a-t-il pas montré, à tout le moins, qu'il fallait revenir à la doctrine léniniste de la combinaison du travail légal et du travail illégal ? N'est-il pas juste, dans le moment actuel, de pratiquer un anti-électoratisme de principe ?

4^e thème : Le pouvoir socialiste. D'un côté, ceux qui pensent que le problème principal est celui de « la conciliation du socialisme et de la liberté » ; ceux qui voient une esquisse de solution dans la « conciliation » de la planification centrale et de l'autogestion ; ceux qui admettent, et même exigent, le pluralisme des partis, la liberté de presse, le suffrage universel. De l'autre, ceux qui considèrent, non seulement que les tâches fondamentales de la construction du socialisme exigent la dictature politique du prolétariat, mais même que notre époque est celle d'un *approfondissement* des « compétences » de cette dictature ; que son extension révolutionnaire à la superstructure, à l'idéologie, à la science, aux institutions universitaires, est la grande leçon historique à tirer, et de la dégénérescence bureaucratique en U.R.S.S., et de la riance révolutionnaire en Chine ; que les revendications des intellectuels quant à la « liberté » de création, d'expression, etc. dissimulent des pratiques bourgeoises de supériorité individuelle et de copie des modes occidentales ; qu'elles aboutissent à la consolidation de « bastions » intellectuels et idéologiques bourgeois en plein cœur de la société socialiste ; et qu'elles doivent donc être combattues *par les masses* révoltées.

5^e thème : La lutte des classes à l'échelle mondiale. D'un côté, ceux qui utilisent la distinction bourgeoise des pays « sous-

développés » et des pays « industriellement développés », sans penser sérieusement le lien dialectique qui les unit dans le cadre du système impérialiste ; qui cherchent, du côté de la Tchécoslovaquie, un « modèle » applicable aux pays « avancés ». Qui cultivent volontiers le provincialisme de la « construction européenne ». De l'autre, ceux pour qui la distinction capitale demeure celle du camp socialiste et du camp impérialiste, dans lequel il faut désormais ranger le social-impérialisme soviétique ; ceux pour qui les grandes leçons révolutionnaires ont une portée pratique immédiate, qu'aucun « objectivisme » économique ne saurait camoufler, ceux pour qui les événements capitaux, les plus riches d'enseignements stratégiques à l'échelle de l'époque, sont d'une part la lutte victorieuse des peuples, d'autre part la scission du mouvement communiste international.

Sur chacun de ces points, il n'y a en dernière analyse que deux voies : c'est justement pourquoi le parti doit se déterminer, théoriquement et pratiquement, à partir d'eux.

Je ne suis d'accord avec aucune des idées, avec aucune des phrases, du discours qu'a prononcé tout à l'heure Gilles Martinet. Mais il a dit une chose qui m'a frappée : notre parti, selon lui, doit se tenir prêt pour deux types de situation : ou bien un nouveau Mai se produit ; ou bien un régime de croisière relativement calme nous contraint à des tactiques « classiques ». Je vois là une passivité caractéristique, une façon de présenter les choses qui, dans la pratique, conduit toujours à privilégier unilatéralement la seconde perspective et à dire : la révolution, après-demain, ou dans cent ans. Aujourd'hui le référendum, aujourd'hui les élections, demain les élections. J'y vois un concentré de l'opportunisme incroyable. La question, camarades, n'est pas de savoir ce que nous attendons. Nous ne sommes pas les estivants de l'histoire, qui se lèvent tous les matins en se demandant s'il fait beau ou mauvais, et qui ont dans leur placard une ombrelle et un parapluie. La question est de savoir ce que nous préparons, ce que nous voulons. Le développement des luttes de masse, des luttes violentes, c'est aussi à nous de le prendre en main, et nous devons affirmer, car depuis Mai les masses elles-mêmes nous l'ont appris, qu'il est à l'ordre du jour.

Qu'on ne nous fasse pas choisir entre deux types d'attente, mais entre deux types d'action. En définitive, tout se ramène à cette maxime : il faut oser lutter, il faut oser se révolter. Notre parti se dit volontiers « d'avant-garde » : qu'il le montre !

— Pour le développement des luttes de masse étudiantes, dans la perspective stratégique de la destruction de l'Université.

— Pour le développement des luttes ouvrières, contre le légalisme bureaucratique des syndicats, pour les comités de base, dans la perspective stratégique de la destruction du despotisme patronal et bourgeois.

— Pour la victorieuse lutte populaire armée, dans la perspective stratégique de l'effondrement total de l'impérialisme.

— Pour la fusion, sous la direction de l'idéologie prolétarienne, et appuyée sur la Chine, arrière sûr de la révolution mondiale, des luttes étudiantes, paysannes et ouvrières en France ; des

lutttes anti-capitalistes et des lutttes nationales anti-impérialistes dans le monde.

Tels sont les grands mots d'ordre que, par la lutte et l'activité militante, nous essaierons de faire prévaloir.

Annexes

I. DOCUMENT D'ORIENTATION SUR LES THESEES

Le congrès considère que, dans leur ensemble, les thèses présentées par la direction nationale représentent, non pas seulement un compromis tactique, en effet nécessaire, mais un compromis idéologique dont les principaux effets seront :

1) de freiner, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, le développement de la lutte idéologique. Or cette lutte seule peut nous permettre de forger l'instrument révolutionnaire dont la crise de mai a montré l'impérieuse nécessité.

2) D'amoinrir nos chances de combattre efficacement, dans la classe ouvrière, l'influence encore déterminante du P.C.F. et de l'organisation syndicale sur laquelle il exerce son hégémonie politique.

3) De nous condamner à des pratiques diverses souvent contradictoires, faute de pouvoir fixer en toute clarté une stratégie de conquête du pouvoir.

On pourrait faire cette démonstration à propos d'un grand nombre de passages. Cependant les thèses 4 et 6 représentent le concentré des défauts théoriques et politiques de l'ensemble.

Aussi le Congrès décide de rejeter ces deux thèses. Les 2 textes qui suivent ont pour objet de motiver ce rejet.

Sur la thèse 4

Rappelons que le texte qui suit n'est pas une thèse destinée à remplacer la thèse 4. Il présente des remarques critiques nécessairement sommaires, mais qui justifient le renvoi de la thèse à un débat ultérieur qui devrait s'engager dans le parti tout entier.

La thèse 4 définit le « prolétariat » comme l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail ». Elle dissout ainsi la classe ouvrière au sein d'un vaste ensemble comprenant la quasi-totalité des salariés, employés du commerce et de la banque, cadres productifs et administratifs, fonctionnaires, enseignants, chercheurs, ingénieurs, etc. S'il adoptait cette thèse, le Parti s'interdirait toute analyse sérieuse des rapports de classe en France, et se rendrait incapable de définir une stratégie révolutionnaire efficace.

Il faut en premier lieu rappeler que si la classe ouvrière est l'élément moteur du combat révolutionnaire, et si la direction

de ce combat lui appartient, c'est parce qu'elle est formée de *travailleurs productifs* au double sens du terme. Les ouvriers sont d'une part *engagés dans la production matérielle* ; soumis à la rude discipline de la fabrique, ils en reçoivent en particulier un sens plus aigu de l'organisation ; d'autre part leur travail crée une *plus-value* qui est confisquée par le capitaliste : ils sont donc exploités au sens strict du terme.

Au contraire, si certains producteurs de service se voient eux aussi extorquer une plus-value, leur travail est le plus souvent de nature intellectuelle et s'accomplit dans des rapports sociaux personnalisés très différents de ceux qui dominent à l'usine.

En ce qui concerne les ingénieurs, s'ils participent à la production matérielle, ils ne créent pas de plus-value. En effet, leur travail consiste à inventer et à faire appliquer des procédés techniques et des méthodes d'organisation rendant plus efficace le travail des ouvriers, qui seul est créateur de plus-value. Si les ingénieurs contribuent à l'accroissement du profit, c'est parce que leur travail — et leur surtravail — permet au capitaliste de réaliser des économies sur l'emploi des machines et des matières premières. Les ingénieurs ne sont donc pas exploités au sens strict du terme.

Par suite, on doit faire les remarques suivantes :

1) La classe ouvrière est d'une part soumise à l'exploitation au sens strict du terme et sous sa forme la plus brutale, d'autre part elle occupe dans la société une position stratégique décisive, puisqu'en cessant le travail elle tarit la source même du profit. Elle est largement concentrée et les conditions objectives du travail en usine assurent sa cohésion. Il lui appartient par conséquent de diriger le combat révolutionnaire.

A ceux de nos camarades qui affirment que les effectifs de la classe ouvrière ne cessent de décroître, nous répondrons qu'une telle objection n'a de sens qu'à l'intérieur d'une conception purement électorale de la conquête du pouvoir. Ce qui compte ici, ce n'est pas l'importance numérique de la classe ouvrière, c'est que, du fait de sa situation de classe et de son insertion dans la production matérielle, seule la classe ouvrière possède la capacité d'initiative et d'intervention nécessaire pour abattre la société capitaliste.

Mais la classe ouvrière ne saurait remporter à elle seule la victoire : elle doit donc conclure des *alliances* avec les étudiants, etc. Ces alliances conduiront à la constitution de fronts unis *dirigés par la classe ouvrière*.

2) Parmi les travailleurs salariés, les producteurs de services soumis à l'exploitation sont les alliés naturels de la classe ouvrière. Quant aux deux autres catégories — agents de maîtrise, ingénieurs et cadres productifs d'une part, employés et cadres du commerce, fonctionnaires, enseignants, etc. d'autre part — bien qu'elles ne créent pas de plus-value, elles n'en fournissent pas moins un *surtravail* qui permet au capitaliste divers types d'économies. L'existence de ce surtravail crée une *base objective pour un rapprochement entre ces catégories et la classe ouvrière*.

3) Mais les effets de cette base sont contrecarrés par les effets du rôle social que jouent beaucoup de travailleurs appartenant à ces catégories, et qui fait d'eux des agents d'exécution de la bourgeoisie. L'ingénieur par exemple, a des fonctions techniques dans l'organisation et la direction du travail, mais, en poussant au rendement, il participe à l'extorsion de la plus-value et il a aussi des fonctions disciplinaires et répressives. L'enseignant transmet un savoir, mais il diffuse aussi l'idéologie de la bourgeoisie, et, en tant qu'examineur, il participe à la sélection des étudiants.

L'un et l'autre sont donc partagés entre leur condition de salariés et leur fonction d'agents d'exécution de la bourgeoisie : ils oscillent sans cesse entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Par conséquent non seulement il ne saurait être question que la classe ouvrière partage avec ses catégories la direction du combat révolutionnaire, mais de plus ce n'est pas en les flattant ou en faisant des concessions à leurs hésitations qu'on les persuadera de rallier le camp ouvrier : elles n'obéissent qu'aux rapports de force. Pour les gagner, il n'est qu'une méthode : défendre fermement les positions théoriques et les principes d'organisation qui ont fait leurs preuves dans l'histoire du mouvement ouvrier, et se montrer capable d'initiatives et d'actions résolues.

Sur la thèse 6

La thèse 6 étudie le problème fondamental qui aurait permis d'unifier et d'éclairer les différents sujets qu'elle aborde. Ce problème est celui de la *nature de classe du pouvoir d'Etat*.

Faute de poser explicitement ce problème, on est amené

1) A expliquer la dégénérescence des Etats socialistes européens par la seule notion de bureaucratie. Or, pas plus qu'on ne peut parler de démocratie en général, sans se référer à son contenu de classe, on ne peut parler de bureaucratie en général. La question à poser, et qui exige une analyse de la situation concrète, demeure : quelle classe dispose en fait du pouvoir d'Etat, par exemple en Union Soviétique ?

2) A ne proposer qu'une analyse superficielle des événements de Tchécoslovaquie, selon laquelle le P.C. tchécoslovaque aurait soudain compris certaines nécessités économiques des « sociétés industrielles développées ». Là encore, le vrai problème demeure : quelles formes a revêtu la lutte des classes en Tchécoslovaquie, avant et pendant l'agression soviétique ? Et quels intérêts de classe dominants répondaient les réformes du printemps 68 ?

3) A n'accorder aux succès et aux limites de la révolution cubaine, comme à la signification historique de la Révolution Culturelle chinoise, qu'un coup de chapeau insignifiant.

4) A définir de façon purement économique les contradictions du capitalisme et les « axes de développement de la société socialiste en pays industriel ». Or, c'est dans le combat politique pour le pouvoir d'Etat que la lutte des classes, même économique, trouve son expression concentrée. Et dans les conditions

du socialisme, le problème-clef, qui commande l'orientation de la politique économique elle-même, est celui de l'association des larges masses au pouvoir politique d'Etat.

5) A ne pas aborder franchement le problème difficile que recouvre l'expression « dictature du prolétariat », expression dans laquelle Marx voyait pourtant le résumé de son apport principal à la théorie révolutionnaire.

Toute la thèse est ainsi marquée par un économicisme unilatéral, et sous-estime à l'évidence le caractère acharné, prolongé, et inévitablement violent, de la résistance politique de la bourgeoisie.

C'est pourquoi cette thèse doit être renvoyée à un débat ultérieur qui s'ouvrirait dans tout le parti sur le problème de l'Etat, de sa nature de classe, et de la forme qu'il peut revêtir dans la période de transition socialiste, et qui subordonnerait à cette question les problèmes de la gestion économique.

Ce texte, soumis au Congrès, a été rejeté (à mains levées).
Pour : 37 ; contre : 104 ; abstentions : 16.

2. COMPOSITION SOCIOLOGIQUE DU P.S.U.

(rapport général de M. Rocard)

I — AGES

moins de 20 ans	0,3 %
20 à 24 ans	12 %
25 à 29 ans	11,5 %
30 à 44 ans	45 %
45 à 59 ans	21 %
plus de 60 ans	10 %

II — SEXES

hommes	74,8 %
femmes	25,2 %

III — PROFESSIONS

agriculteurs exploitants	1,9 %
salariés agricoles	0,2 %
industriels	0,2 %
artisans, commerçants	3,5 %
professions libérales	2,1 %
professeurs (et professions assimilées)	13,7 %
ingénieurs	4,6 %
cadres administratifs supérieurs	2,1 %
instituteurs (et professions assimilées)	9,2 %
techniciens	5,6 %
cadres administratifs moyens	7,2 %

employés	14,2 %
ouvriers	12,9 %
étudiants	10,9 %
divers	1,5 %
personnes non actives	10,2 %

IV — ACTIVITES SYNDICALES

C.G.T.	11,6 %
C.F.D.T.	16 %
F.O.	2,8 %
F.E.N.	17,5 %
U.N.E.F.	10,6 %
Divers	4 %

V — APPARTENANCE POLITIQUE INTERIEURE

aucune	75,4 %
Nouvelle Gauche - M.L.P. - U.G.S.	11,8 %
S.F.I.O.	6,4 %
C.A.D.-P.S.A.	2,8 %
P.C.F.	2,5 %
Convention	0,2 %
divers	0,9 %

VI — Date d'adhésion au P.S.U.

1960	23,8 %
1961 à 1963	7,9 %
1964 à 1966	11,9 %
1967	13,7 %
1968	42,7 %

Conclusion : Les tâches du moment

Dans la perspective pluraliste qui est la nôtre, chaque militant doit travailler à sa place à l'unification progressive des marxistes-léninistes. En matière d'organisation, il faut se garder de toute pratique volontariste, de tout « avant-gardisme » prématuré. S'auto-proclamer avant-garde « organisée », noyau constitué du futur parti révolutionnaire marxiste-léniniste, comme le font, à droite certains camarades trotskystes, à gauche certains camarades « pro-chinois », est, dans le moment actuel, une position dangereuse, qui freine objectivement le mouvement d'unification et développe le sectarisme.

Pour les militants du P.S.U., les tâches sont à notre avis les suivantes :

1) Développer systématiquement un travail d'enquête sur les nouvelles formes de lutte et les nouvelles formes d'organisation à la base. Il est en particulier capital de se lier, partout où c'est possible, aux groupes d'entreprise existants ; de prendre l'initiative de leur création ; d'orienter effectivement le travail des groupes de quartier en direction des entreprises.

2) Mener à l'intérieur du parti une lutte idéologique acharnée contre l'opportuniste droitier et le socialisme « moderniste » ; secondairement contre le trotskisme et l'anarchisme petit-bourgeois. Faire circuler et discuter à la base, de façon vivante (et non sous la forme d'une « feuille de tendance » parachutée), des textes d'orientation, des bilans d'expérience militante, etc. Critiquer la presse du parti, son éclectisme, sa tendance au simple commentaire. Exiger sa politisation réelle.

3) Etre toujours particulièrement actif dans le soutien aux luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes dont le style est résolu, voire violent. Il faut encourager toutes les formes de lutte qui rompent avec la routine petite-bourgeoise, et qui font franchir un seuil dans la conscience révolutionnaire des militants : prises de parole dans les lieux publics, présence continue aux portes des entreprises, affiches manuscrites et inscriptions murales, manifestations de rue, même limitées quant au nombre de participants, porte à porte, grèves « sauvages », occupations de locaux, etc. Se souvenir qu'à l'époque de l'impérialisme agonisant, « les troubles sont une excellente chose ».

4) Rechercher partout la discussion et l'unité militante avec les Comités d'Action comme avec les éléments marxistes-léninistes organisés (Humanité Rouge, Ligne Rouge, Cause du Peuple...). Se montrer obstiné et patient. Expliquer longuement, et

de manière répétée, notre position. Ne pas prendre la responsabilité de l'anarchisme aveugle ou du sectarisme.

5) Se montrer prudent en ce qui concerne les responsabilités dans le parti, notamment fédérales ou nationales. Ne pas risquer d'être la caution de gauche de directions opportunistes. C'est le développement actif, dans la lutte, d'un courant révolutionnaire marxiste-léniniste qu'il faut d'abord encourager, en commençant par un travail prolongé d'enquête, par un bilan des forces réelles.

6) Exiger, en toute circonstance, le droit le plus total à la liberté d'expression et à l'initiative militante.

7) Imposer, dans les groupes et les sections, l'autorité des éléments prolétariens. Demander qu'ils exercent leur critique sur tout, et spécialement sur les textes, affiches, tracts, etc. D'une façon générale, tenter de modifier le style de travail des réunions : exactitude horaire, rapports préparés, limitation stricte des temps de parole, « tour de table » où tout le monde doit s'exprimer, etc.

La perspective d'ensemble pour tous les marxistes-léninistes, au P.S.U. comme ailleurs, est l'édification d'un « quartier général » prolétarien, qui centralisera les expériences, unifiera la lutte idéologique, et finalement sera à même de fixer des directives d'ensemble qui ne soient pas des papiers administratifs, mais qui puissent être réellement appliquées par les masses. Nous n'en sommes qu'aux tous premiers balbutiements. Mais toute lutte réelle dont des militants du parti auront l'initiative, tout progrès, dans le parti, de l'idéologie prolétarienne marxiste-léniniste, représentent de précieux acquis.

Achévé d'imprimer en juin 1969
pour le compte de François Maspero, éditeur
sur les presses de l'Imprimerie Ch. Corlet à 14 - Condé-sur-Noireau
Dépôt légal : 2^e trimestre 1969 — N° d'Imprimeur : 7523
N° d'Editeur : 287 — 1^{er} tirage : 1.500 exemplaires

Table

INTRODUCTION	2
I. DOCUMENTS D'ORIENTATION (JANVIER 1969)	4
1. Qu'est-ce que le P.S.U. ?	4
2. A propos de la Tchécoslovaquie	21
3. Thèses	25
II. LA PREPARATION DU CONGRES	28
1. Marxisme-léninisme ou social-démocratie, il faut choisir	28
2. Remarques critiques sur les thèses	30
III. LE VI ^e CONGRES DU P.S.U.	37
Projet d'intervention d'Alain Badiou au VI ^e congrès du P.S.U.	37
ANNEXES	49
CONCLUSION : LES TACHES DU MOMENT	54

**François Maspero, éditeur
1, place Paul-Painlevé, Paris-V***

2,00 F